

LEXIQUE DES SES

<p>Accélérateur: Mécanisme par lequel une variation de la demande finale induit une variation plus que proportionnelle de l'investissement. (\uparrow lente de la demande de croissants \Rightarrow \uparrow rapide de l'achat des fours chez les boulangers)</p>
<p>Accroissement naturel : résultat de la différence entre les naissances et le décès pour une population au cours d'une année Le taux d'accroissement naturel est la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité.</p>
<p>Accroissement total : évolution de la population prenant en compte, outre l'accroissement naturel, le solde migratoire.</p>
<p>Acculturation : Changement socioculturel entraîné par le contact prolongé entre des groupes et des sociétés de cultures différentes. Dans un sens plus strict : Processus par lequel un groupe humain adopte les éléments d'une culture en abandonnant, partiellement ou totalement ceux de sa propre culture</p>
<p>Accumulation du capital : processus d'accroissement du stock de capital, qui se traduit par l'augmentation constante du nombre de biens de production. Marx a montré que c'est la tendance fondamentale du mode de production capitaliste.</p>
<p>Acquis : traits et comportements résultant de l'éducation, de l'apprentissage et de l'adaptation de l'individu à son environnement. Les biologistes parlent de caractères acquis qui apparaissent par adaptation au milieu (s'oppose à inné)</p>
<p>Actif : nom donné à un bien matériel ou immatériel possédé par un agent économique.</p>
<p>Actifs financiers : patrimoine possédé par un agent sous forme de dépôts (compte chèques, livret de caisse d'épargne) ou de valeurs mobilières .</p>
<p>Actifs non financiers : avoirs détenus sous forme de patrimoine physique (terrains ; stocks, logements, matériels de transport, machines, cheptel.) ou bien d'actifs incorporels (brevets, marque commerciale, fonds de commerce)</p>
<p>Action collective : mouvement unissant des groupes ou des individus dans un objectif commun de défense de leurs intérêts ou d'un idéal.</p>
<p>Action : droit de propriété sur une entreprise et donnant droit : au vote à l'assemblée générale des actionnaires, à la perception d'un dividende (part des bénéfices). elle est de plus négociable en bourse</p>
<p>Administration publique : unité de production de services non marchands et de redistribution, financés par les prélèvements obligatoires</p>
<p>Affirmative action : discrimination positive.</p>
<p>Agrégats : Grandeurs synthétiques caractéristiques d'une économie nationale</p>
<p>Aide au développement : contribution apportée au développement des pays du tiers-monde, qui peut être privée ou publique, bilatérale ou internationale, et revêt de nombreuses formes : dons financiers ou en nature, prêts sans intérêts, troc, etc. L'aide comporte le risque de la dépendance et peut développer une mentalité d'assisté, entravant l'initiative locale.</p>
<p>Aliénation : pour Marx, l'aliénation économique désigne la situation du travailleur salarié qui, dans le système capitaliste, est dépossédé de ses moyens de production et contraint de vendre sa force de travail. L'aliénation idéologique, quant à elle, résulte du fait que les exploités adhèrent au système de valeurs de ceux qui les exploitent.</p>
<p>Allarde (décret d') : Décret des 2-17 mars 1791 supprimant les corporations et les jurandes qui empêchaient les individus d'exercer librement une profession.</p>
<p>Aménagement du territoire : politique géographique structurelle qui ' a pour objectif d'améliorer le cadre de vie et de relations, de favoriser le développement régional et de mettre en valeur les ressources du territoire.</p>
<p>Amortissement : Perte de valeur subie au cours du temps par un bien de production durable du fait de l'usure ou de l'obsolescence.</p>
<p>Amortissement économique : Sommes que l'entreprise met de côté afin de reconstituer son capital technique usé ou frappé d'obsolescence.</p>
<p>Analyse keynésienne : la révolution keynésienne naît de l'impuissance des marchés à enrayer la crise des années 30. Elle constitue une critique radicale de l'analyse néoclassique en privilégiant l'analyse macro-</p>

<p>économique sur l'analyse macroéconomique. Ceci favorise une analyse en termes de flux et de circuit économique en faisant de l'État un acteur essentiel de la croissance. Dans sa théorie de l'emploi, Keynes montre que l'équilibre sur le marché de la production peut coexister avec un déséquilibre sur le marché de l'emploi (équilibre de sous-emploi). Seule une action délibérée des pouvoirs publics pourra contrer ce phénomène.</p>
<p>Analyse marxiste : elle repose sur une méthode, le «matérialisme dialectique», c'est-à-dire la compréhension des phénomènes de société grâce à la révélation des contradictions qui les traversent et les façonnent en même temps. Ainsi en est-il de la baisse tendancielle du taux de profit, elle résulte de la recherche par les capitalistes d'un profit toujours plus grand. Elle explique les phénomènes de répartition par le concept central de «lutte des classes» et le passage à une société socialiste par le renversement du rapport de forces à l'intérieur de la société capitaliste.</p>
<p>Analyse monétariste elle se présente comme une critique radicale de la pensée keynésienne. La crise des années 30 s'explique par un mauvais contrôle de l'évolution de la masse monétaire. L'inflation en particulier est le résultat d'une croissance plus rapide de la masse monétaire que de la production. La lutte contre l'inflation nécessite donc un contrôle étroit des agrégats monétaires.</p>
<p>Analyse néoclassique : le paradigme néoclassique repose sur la rationalité des agents économiques et l'existence de marchés sur lesquels se rencontrent ces agents. Ceux-ci maximisent leur satisfaction sous la contrainte de leurs ressources et en fonction des prix relatifs des biens ou des services.</p>
<p>Ancienneté moyenne de chômage : durée de chômage écoulée en moyenne pour l'ensemble des chômeurs à une date donnée.</p>
<p>Annualisation de la durée du travail : détermination de la durée du travail en référence à l'année et non plus à la semaine ce qui accroît la flexibilité du travail.</p>
<p>Anomie : notion introduite par É. Durkheim, : déficience des normes et des valeurs communément acceptées, de sorte que les individus ne savent plus orienter leurs conduites. Chez certains sociologues américains (K. Merton, notamment), l'anomie est une notion proche de celle de déviance. Une société est alors dite anomique lorsque il y a inadéquation entre les objectifs proposés par la société (réussite matérielle par exemple) et les moyens dont disposent les membres pour les atteindre.</p>
<p>Anthropologie : science qui étudie la diversité des sociétés humaines dans le temps comme dans l'espace.</p>
<p>Anticipations rationnelles : les prévisions des événements futurs sont faites par des individus connaissant les théories et les modèles économiques. Les agents prévoient immédiatement les conséquences néfastes des politiques économiques, ce qui en assure automatiquement l'inefficacité. par exemple quand la politique monétaire est expansionniste les agents anticipent une hausse de l'inflation et donc n'augmentent pas leur consommation.</p>
<p>Apprentissage : mécanisme d'acquisition de réflexes, d'attitudes, d'habitudes... entrant dans le processus de socialisation des individus. On distingue l'apprentissage instrumental, par conditionnement, et l'apprentissage social, par observation ou imitation.</p>
<p>Armée industrielle de réserve : (Marx) formée des travailleurs remplacés par des machines. Elle permet de faire pression sur les salaires et d'augmenter rapidement la production lorsque l'économie est en période de croissance.</p>
<p>Assiette : base retenue pour le calcul d'un impôt ou d'une cotisation sociale.</p>
<p>Assimilation : conséquence d'un processus d'acculturation où la culture d'un individu ou d'un groupe disparaît au profit de celle d'un autre groupe.</p>
<p>Assistance : garantie offerte aux personnes subissant des risques sociaux même si elles n'ont pas cotisé reconnaissant à chacun le droit à un minimum de subsistance. Principe de solidarité sociale s'opposant à l'assurance.</p>
<p>Association : groupement volontaire de personnes qui mettent en commun leurs connaissances et leurs activités dans un but autre que partager les bénéfices. Elle est définie par la loi de 1901.</p>
<p>Assurance : système fonctionnant sur le principe d'un versement de cotisation permettant de recevoir certaines prestations si certains événements se réalisent. S'oppose à l'assistance.</p>
<p>Attitude : disposition d'esprit plus ou moins permanente qui est à l'origine des comportements et des opinions des individus.</p>
<p>Augmentation de capital : opération financière d'une entreprise destinée à accroître son capital social grâce à une émission d'actions nouvelles par exemple</p>

Autarcie : politique économique fondée sur l'isolement commercial par rapport au reste du monde.
Autoconsommation : Consommation finale par les ménages de leur propre production.
Autofinancement : mode de financement par les ressources propres de l'entreprise : dotations aux amortissements, provisions et bénéfices non distribués (réserves).
Autofinancement : Mode de financement des investissements par les ressources propres de l'entreprise : dotation aux amortissements, provisions et bénéfices non distribués (réserves).
Autorité : capacité à se faire obéir sans recourir à la force (v domination légitime)
Avantage (ou coût) comparatif : intérêt d'une nation à se spécialiser dans les productions où elle bénéficie du plus grand avantage relatif (la plus grande différence de coûts ou du plus faible désavantage relatif (la plus petite différence de coûts). Cette spécialisation au niveau mondial aboutit pour le père de cette thèse, David Ricardo, à l'enrichissement de toutes les nations.
Avantage absolu : intérêt d'une nation à se spécialiser dans les productions où ses coûts de production sont inférieurs à ceux des concurrents (Adam Smith).
Balance des paiements : document comptable qui enregistre l'ensemble des flux économiques et monétaires entre un pays et l'extérieur au cours d'une période donnée.
Banque centrale : responsable de l'émission de la monnaie fiduciaire, de la compensation des règlements entre banques , de la gestion des réserves de change et de la politique monétaire
Barrières non tarifaires : Ensemble des mesures protectionnistes autres que les tarifs douaniers (contingentements ou quotas, formalités d'importations dissuasives, recours aux normes sanitaires ou de consommations, fermeture des marchés publics
Barrières non tarifaires : Ensemble des mesures protectionnistes autres que les tarifs douaniers (contingentements ou quotas, formalités d'importations dissuasives, recours aux normes sanitaires ou de consommations, fermeture des marchés publics).
Barrières tarifaires : taxes, droits de douane prélevés sur les produits importés pour en élever le prix.
Bénéfices : revenu de l'activité non salariée d'une entreprise individuelle. Bénéfice : profit . Il s'agit du chiffre d'affaires , auquel on soustrait les coûts de production .
Besoin tutélaire : besoin qui est satisfait par un bien tutélaire, c'est-à-dire par un bien dont la production et la consommation sont jugées utiles à la collectivité, et qui voient leur offre aidée par la puissance publique.
Bien de consommation : produit fini destiné à la satisfaction directe des ménages ,
Bien de production : bien utilisé par les entreprises pour produire d'autres biens, exemple : une machine.
Bien d'équipement : bien de production ayant une longue durée d'utilisation et qui peut servir durant plusieurs cycles de production.
Bien tutélaire : bien dont la production et la consommation sont jugées utiles à la collectivité, et qui voient leur offre aidée par la puissance publique.
Biens inférieurs : ceux dont la consommation diminue avec l'augmentation du revenu (pain , margarine , pomme de terre). élasticité revenu < 0 . leur part dans le budget des ménages diminue
Biens normaux : ceux pour lesquels une augmentation du revenu induit une augmentation moins que proportionnelle de la demande (élasticité revenu comprise entre 0 et 1 .
Biens ou services collectifs Biens ou services qui peuvent être consommés par plusieurs personnes à la fois. (Eclairage public par exemple) Ces biens présentent trois caractéristiques. Les consommateurs ne sont pas des rivaux. Ils sont générateurs d'externalités positives (avantage qui ne peut pas être financé par le consommateur par ce que le bien n'est pas divisible). Ils justifient l'intervention de l'Etat.
Biens supérieurs : ceux pour lesquels une augmentation du revenu induit une augmentation plus que proportionnelle de la demande (élasticité revenu > 1) leur part dans le budget des ménages augmente .
Bipolarisation tendance des groupes sociaux à se séparer en deux blocs opposés.
Bourgeoisie :au sens marxiste, ensemble des propriétaires des moyens de production.
Branche : ensemble d'unités de production résidentes qui réalisent un même produit ou un même groupe de produits (une entreprise peut appartenir à plusieurs branches).
Brevet : titre de propriété d'une invention nouvelle dont la divulgation confère à l'inventeur un droit d'exploitation pour une période donnée. L'octroi de licences d'exploitation permet au dépositaire du brevet de monnayer son titre de propriété industrielle. Le non-respect du brevet - dit contrefaçon - doit faire

l'objet de sanctions internationales dont la sévérité s'est accrue depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Bulles financières : Situation dans laquelle les cours des actions ou des devises s'élèvent au-delà de ce qui serait justifié par des facteurs économiques fondamentaux. Les anticipations des spéculateurs sont auto-réalisatrices ; les cours montent du fait que tous pensent qu'ils doivent monter jusqu'à ce que les anticipations se retournent ; la bulle éclate alors et les cours tombent brutalement, avec des incidences financières et réelles importantes.

Bureaucratie : au sens courant, la bureaucratie désigne un appareil administratif dont l'hypertrophie se traduit par un fonctionnement inefficace et/ou par l'exercice d'un pouvoir abusif. Selon Max Weber, la bureaucratie constitue un système d'organisation rationnel et efficace, fondé sur une division fonctionnelle du travail et sur la spécialisation des compétences. Cette conception a été reprise par les théoriciens de la sociologie des organisations qui se sont attachés à analyser les dysfonctionnements du modèle bureaucratique.

Capacité contributive : principe qui relie l'effort demandé au contribuable à sa richesse.

Capital circulant : capital technique qui est amené à être transformé ou détruit au cours du processus de production ; il s'agit des biens intermédiaires tels les matières premières et les produits semi-finis

Capital constant : ensemble des moyens de production qui ne fait que transmettre la valeur au produit (travail mort).

Capital culturel : pour le sociologue P. Bourdieu, le capital culturel désigne un ensemble de qualifications intellectuelles socialement reconnues, comme les diplômes. Ce capital culturel se transmet de père en fils. Ainsi, les enfants des classes supérieures héritent généralement d'un capital culturel plus important que les membres des classes populaires.

Capital économique : ensemble des revenus et des actifs patrimoniaux détenus par les individus. .

Capital fixe : capital technique durable utilisé durant plusieurs cycles de production ; il s'agit des biens d'équipement et des locaux.

Capital humain (théorie du) : théorie d'inspiration libérale, élaborée par Théodore W Schultz et rendue célèbre par Gary Becker, selon laquelle le salaire perçu est fonction de l'investissement individuel réalisé dans la formation.

Capital humain : Stock des capacités humaines économiquement productives. Ce stock s'accroît par des investissements, dépenses de formation professionnelle, de santé d'alimentation, mais il subit parallèlement une dépréciation au cours du temps, usure physique, perte de savoir-faire

Capital social : (en sociologie) ensemble des relations sociales dont dispose un individu. Ce capital social varie fortement en fonction de la C.S.P.

Capital social : (en économie) ensemble des sommes mises à la disposition de l'entreprise par ses propriétaires (actionnaires par exemple)

Capital technique : moyen de production produit par l'homme. On distingue le capital fixe, l'ensemble des moyens de production durables qui participent à plusieurs cycles de production, et le capital circulant : ensemble des moyens de production qui sont transformés ou détruits au cours du processus de production (consommations intermédiaires).

Capital variable : capital servant à acheter la force de travail (travail vivant), source de plus-value.

Capital : deux sens fondamentaux : actif , ou patrimoine d'un agent économique susceptible de lui procurer un revenu (capital «économique) ou bien facteur de production (capital technique)

Capitalisme : système économique caractérisé par la propriété privée des moyens de production, par le rôle du marché où s'exerce une concurrence entre les agents économiques, par l'importance de l'initiative individuelle (qui n'exclut pas totalement le rôle de l'Etat) par la recherche du réinvestissement systématique des profits.

Capitaux financiers : ensemble des capitaux propres et des dettes financières.

Capitaux propres : capital social + bénéfices non distribués

Carré magique : représentation graphique, mise au point par N. Kaldor, réunissant les quatre indicateurs essentiels (croissance du PIB, inflation, chômage, solde extérieur) et permettant de visualiser la situation économique d'un pays.

Cartel : accord temporaire entre producteurs d'un bien afin de réglementer la vente pour accroître ou stabiliser les profits (OPEP par exemple)

Cartellisation : constitution d'ententes officielles entre pays exportateurs d'un même produit afin de se rendre maîtres du marché à travers le contrôle de l'offre, et donc des prix. L'OPEP en constitue un des meilleurs exemples.
Caste : groupe social héréditaire et fermé ayant pour principale base la religion, mais également le métier. Le principal exemple de système de castes est la société indienne.
Catégories socioprofessionnelles : outil de classement de la population en un nombre restreint de grandes catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale ; les critères de classement sont la profession, la position dans la hiérarchie professionnelle, le statut et le secteur d'activité.
Causalité : lien entre deux phénomènes dont l'un est la cause de l'autre.
CDD : contrat de travail à durée déterminée. Forme particulière d'emploi due au caractère temporaire du contrat (quelques mois. .) emploi instable
CDI : contrat à durée indéterminée. Contrat de travail qui ne fixe pas un terme à la durée du travail d'un individu dans l'entreprise. : emploi stable.
Centralisation : Réunion sous l'autorité d'un organisme central des diverses attributions de la puissance publique.
Centre - périphérie : Cette opposition (utilisée par les théories tiers-mondistes de la dépendance, C Furtado, P Brebish, S Amin) considère que le tiers monde s'est formé comme «périphérie «exploitée par les pays capitalistes industrialisés qui se sont érigés en «centre » de l'accumulation mondiale du capital. Ce centre est dominant en matière technologique, financière et politique. Il est donc nécessaire dans ces pays de pratiquer un développement autocentré.
Cercle de qualité : mis en place au Japon, Petit groupe de personnes volontaires cherchant ensemble les moyens d'augmenter la productivité ; les cercles de qualité se réduisent quelquefois à une technique de gestion destinée à faire avaliser des changements décidés ailleurs.
Changement social : transformation durable et plus ou moins rapide de tout ou partie d'un système social sur le plan de ses modes d'organisation, de sa structure (stratification sociale...) ou de ses modèles culturels (systèmes de valeurs, comportements).
Charges financières : intérêts versés sur les emprunts réalisés par l'entreprise
Charges sociales : ensemble des cotisations sociales versées par les employeurs.
Chiffre d'affaires : recettes d'une entreprise obtenues en effectuant le produit du prix de vente unitaire et des quantités vendues.
Chômage (taux de) : rapport du nombre de chômeurs (total ou d'une catégorie donnée) au nombre d'actifs (total ou de la catégorie considérée) exprimé en pourcentage.
Chômage : situation d'absence d'emploi que connaissent certains actifs.
Chômage BIT : définition du chômage par le Bureau international du travail (BIT) que reprend en grande partie l'INSEE pour comptabiliser la PSERE. Les critères retenus sont : être sans emploi, être disponible pour occuper un emploi, être à la recherche effective de cet emploi.
Chômage classique : chômage selon la théorie néoclassique. Les mécanismes autorégulateurs du marché maintiennent le plein-emploi. Dans ce cas, tout chômage est volontaire ou frictionnel, sinon il provient des rigidités empêchant le libre jeu du marché
Chômage conjoncturel : chômage dû aux fluctuations macro-économiques à court terme (insuffisance de la croissance, économique notamment).
Chômage d'exclusion : chômage de longue durée qui éloigne progressivement les actifs du monde du travail.
Chômage de conversion : chômage des personnes qui étaient auparavant intégrées dans le monde du travail et que le déclin de certaines industries a mises au chômage (mines, sidérurgie , chantiers navales)
Chômage de longue durée : chômage d'une durée de plus d'un an au cours des dix-huit derniers mois. Le chômage de très longue durée excède trois années.
Chômage frictionnel : lié aux délais d'ajustement de la main d'œuvre, d'un emploi à l'autre.
Chômage Involontaire (ou keynésien) : Situation dans laquelle des actifs accepteraient de travailler au salaire courant, mais ne trouvent pas d'emploi. Pour la plupart des économistes néoclassiques, une réduction du salaire courant réduirait le chômage volontaire, en réduisant l'offre de travail des salariés et en augmentant la demande de travail de la part des employeurs. Pour Keynes, la baisse du salaire des uns diminue les débouchés de toutes les entreprises, ce qui conduit à des licenciements (le salaire est ici aussi un revenu).

<p>Chômage naturel : dans la théorie monétariste, et dans la nouvelle économie classique, part du chômage qui n'est pas due au niveau insuffisant de la demande mais à l'imperfection du marché du travail (information et mobilité insuffisantes) ; il n'est pas réductible par des mesures de politiques économiques.</p>
<p>Chômage partiel : Diminution imposée (normalement provisoire et partiellement indemnisée) de la durée effective du travail en dessous de la durée légale.</p>
<p>Chômage répétitif : chômage de précarité de courte durée. les actifs concernés alternent des périodes de chômage et d'emploi précaire.</p>
<p>Chômage structurel : lié aux changements de longue période intervenus dans les structures technologiques, démographiques, économiques, sociales et institutionnelles.</p>
<p>Chômage volontaire : chômage conforme à la théorie néoclassique qui se traduit par une abstention de travail en raison du salaire jugé trop bas au regard de l'utilité que procure le loisir.</p>
<p>Citoyenneté sociale : reconnaissance au cours du XX^{ème} siècle de droits économiques et sociaux (instruction, santé, bien-être économique, protections contre les aléas).</p>
<p>Citoyenneté : statut juridique d'une personne à laquelle est reconnue une égalité de droits et de devoirs avec les autres personnes, ces droits et ces devoirs fondant l'appartenance à une même communauté. La citoyenneté se caractérise aussi la participation de tous aux affaires de la cité.</p>
<p>Classe en soi : dans une terminologie marxiste réalité de fait qui se définit par des critères objectifs (place dans le processus de production, mode de vie, etc.).</p>
<p>Classe pour soi : dans une terminologie marxiste réalité subjective qui se définit par la conscience qu'ont les individus de former une classe</p>
<p>Classe sociale : groupes sociaux issus de la division sociale du travail, des inégalités de conditions de vie et des positions occupées par rapport à l'exercice du pouvoir. Chez Marx, On observe une tendance à l'hérédité sociale des positions sociales ; les membres d'une même classe se caractérisent par une même place dans les rapports de production, un mode de vie et des revenus proches et le même sentiment d'appartenir à ce groupe.</p>
<p>Classement de la Banque mondiale : la Banque mondiale ne retient qu'un seul critère de classement, le PNB par habitant. 22 pays sont classés dans les «économies à revenu élevé» 66 pays à «revenus intermédiaires» 42 pays à «faible revenu» «675 \$; minimum : Mozambique</p>
<p>Classes d'âge : définies comme des regroupements d'individus ayant un âge similaire (générations dans le langage démographique). Cette notion désigne le statut les rôles et les valeurs dévolus à un âge de la vie spécifique (enfance, adolescence, maturité, vieillesse.)</p>
<p>Classes moyennes : Ensemble social hétérogène caractérisées, aux plans professionnel et statutaire, par leur position intermédiaire entre les classes supérieures (propriétaires des moyens de production) et les classes populaires (ouvriers et assimilés). En font ainsi partie les indépendants, les cadres (salariés) et les professions intermédiaires.</p>
<p>Classiques (Economie, économistes) : Contemporains de la révolution industrielle et de l'essor du capitalisme (fin du XVIII^e - début du XIX^e siècle), les économistes classiques sont les fondateurs de l'économie politique en tant que discipline autonome. L'économie politique a pour domaine d'étude l'ensemble des activités qui concourent à la production, à la circulation des richesses matérielles.</p>
<p>Clause sociale : accord international sur l'acceptation d'un niveau minimum de protection sociale (salaires, conditions de travail...). La clause sociale constitue la pierre d'achoppement sur laquelle butent très souvent les négociations au niveau de l'union européenne ou de l'O.M.C</p>
<p>Coefficient budgétaire : un coefficient budgétaire est la part relative d'un poste de consommation dans la dépense totale de consommation.</p>
<p>Coefficient de capital : rapport entre le stock de capital et la production réalisée grâce à ce capital.</p>
<p>Coefficient de Gini : coefficient de concentration variant de 0 à 1 calculé à partir de la courbe de Lorenz plus on se rapproche de 1 plus la répartition est inégalitaire</p>
<p>Coefficient multiplicateur : rapport entre deux grandeurs destinés notamment à exprimer des variations dans le temps. $k = V_a / V_d$.</p>
<p>Cogestion : mode de gestion des entreprises prévoyant, à côté des représentants du capital, une certaine participation des représentants du capital, une certaine participation des salariés aux décisions les concernant.</p>
<p>Cohabitation prénuptiale appelée familièrement «mariage à l'essai», la cohabitation prénuptiale désigne la</p>

période durant laquelle le couple vit en union libre avant de se marier.
Cohésion sociale : Capacité d'une société à faire respecter ses règles et ses valeurs. Durkheim fait de la «densité morale» la clé de cette cohésion. L'intensité du lien moral et la faiblesse de la déviance sont des signes de cohésion sociale.
Combinaison productive : proportion de capital technique et de travail utilisée pour produire. La combinaison productive peut être plus ou moins capitalistique, c'est-à-dire incorporer une part plus ou moins forte de capital.
Comité d'entreprise : Organe composé de membres élus du personnel et présidé par le chef d'entreprise. Il est consulté pour toute décision susceptible d'avoir d'importantes conséquences sociales et économiques. Il a également des fonctions de contrôle dans ces domaines et peut être chargé de gérer les dépenses sociales et culturelles de l'entreprise en faveur de ses salariés.
Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : Organisme créé par les lois Auroux de 1982. Il est chargé de veiller à l'application des lois en matière de conditions de travail et de sécurité...
Commerce captif (ou intrafirme) : échanges internationaux à l'intérieur d'une même firme. Ils sont estimés à 30 % du commerce mondial
Commerce intrabranche : Echange de produits similaires appartenant à une même branche, à une même industrie comme par exemple des échanges d'automobiles entre deux pays européens
Communauté : collectivité qui se caractérise par des liens intenses et un esprit de solidarité
Communisme : Projet de société marxiste caractérisé par la disparition des hiérarchies sociales, l'abolition de la propriété des moyens de production et de l'exploitation, la libre association des travailleurs, la destruction de l'appareil d'Etat.
Compétitivité : capacité d'un agent économique ou d'une économie dans son ensemble d'affronter la concurrence nationale et internationale et à remporter des parts de marché, grâce au niveau de ses prix ou à la qualité de sa production.
Compétitivité -prix : capacité de produire des biens et des services à des prix inférieurs à ceux des concurrents.
Compétitivité structurelle : capacité de vendre des biens et des services pour d'autres motifs que leurs prix (qualité, innovation etc...)
Complémentarité des facteurs de production : les facteurs de production sont complémentaires lorsqu'il n'existe qu'une combinaison productive possible à chaque niveau de production.
Composition organique du capital : Dans la pensée marxiste : rapport entre le capital constant (moyens de production) et le capital variable. (Quantité de travail). Le progrès technique et la concurrence entraînent son élévation (la part du capital constant augmente au détriment du capital variable).
Concentration Diminution du nombre d'entreprises et accroissement de leur taille dans un secteur donné. C'est un processus de renforcement du contrôle de l'information et de la propriété entre quelques mains Elle peut être horizontale (regroupement d'entreprises ayant la même activité), verticale (activités complémentaires), conglomérale (activités indépendantes les unes des autres).
Concession : service public concédé à une entreprise publique sous certaines conditions et pour un temps limité.
Concurrence imparfaite : la concurrence est dite imparfaite quand les cinq conditions de la concurrence pure et parfaite ne sont pas vérifiées sans pour autant aboutir à une situation de monopole.
Concurrence monopolistique : situation de concurrence dans laquelle les entreprises différencient tellement leurs produits (design, emballage, modes de distribution...) qu'elles disposent d'un quasi monopole.
Concurrence pure et parfaite ; structure de marché théorique caractérisée par cinq conditions fondamentales : Atomicité de l'offre et de la demande, fluidité, homogénéité des produits, transparence du marché, mobilité des facteurs de production.
Conflit d'intérêt : opposition ou affrontement plus ou moins aigu et violent entre deux ou plusieurs parties ayant des intérêts sociaux distincts. Les marxistes considèrent les conflits d'intérêts comme l'expression de la lutte des classes qui doit permettre de mettre fin à l'exploitation. Inversement chez É. Durkheim, les conflits d'intérêts sont les symptômes d'une insuffisance d'intégration et de réglementation sociale. À l'opposé, les fonctionnalistes considèrent le conflit comme facteur d'équilibre et de progrès dans une société assez sûre pour l'intégrer.

<p>Conflit du travail : perturbation des relations du travail provenant de la manifestation concertée des revendications des salariés qui défendent leurs intérêts collectifs. Ils peuvent survenir dans les domaines suivants : l'emploi, les rémunérations, le temps de travail, les conditions de travail...</p>
<p>Conflit : ensemble des situations de compétitions entre les individus ou les groupes pour accéder au contrôle des ressources, des situations sociales ou des positions symboliques désirables.</p>
<p>Conflit social : discorde, lutte, affrontement entre groupes sociaux opposés par leurs intérêts, leur position ou leurs idées.</p>
<p>Conformité : adhésion et tendance au respect des normes et des valeurs du groupe et/ou de la société.</p>
<p>Conscience collective : selon E Durkheim, ensemble des croyances et des sentiments communs à la moyenne des membres d'une même société. La conscience collective est un facteur de cohésion sociale et de solidarité qui a tendance à s'estomper dans les sociétés modernes.</p>
<p>Conscience de classe : perception de la spécificité d'un groupe social (conditions économiques communes, genre de vie et intérêts communs)</p>
<p>Conseil des prud'hommes : Tribunal civil dont le rôle est de trancher les conflits individuels de travail et dont les membres : les prud'hommes sont des représentants élus des salariés et des employeurs.</p>
<p>Conseil européen : réunion des chefs de gouvernements des Etats membre et du président de la commission européenne.</p>
<p>Consommation de masse : généralisation, grâce au fordisme et à son modèle de croissance, de la norme de consommation selon laquelle la majorité des ménages s'équipent de différents biens durables (appareils ménagers, automobile...).</p>
<p>Consommations collectives : Biens ou services qui peuvent être consommés par plusieurs personnes à la fois. (Eclairage public par exemple Ces biens présentent trois caractéristiques. 1. Les consommateurs ne sont pas des rivaux 2. Ils sont générateurs d'externalités positives (avantage qui ne peut pas être financé par le consommateur par ce que le bien n'est pas divisible). 3. Ils justifient l'intervention de l'Etat.</p>
<p>Consommations intermédiaires : utilisation de biens non durables (biens intermédiaires) et de services au cours du processus de production. Les biens et services utilisés disparaissent ou sont intégrés dans la production.</p>
<p>Consumérisme : mouvement de défense des consommateurs</p>
<p>Contrainte extérieure (externe) : absence d'autonomie d'une économie qui s'exprime par l'impossibilité d'accélérer la croissance et de mener une politique économique autonome devant la nécessité d'équilibrer les échanges extérieurs .</p>
<p>Contrat de travail : Convention par laquelle un salarié met son activité à la disposition d'un employeur qui lui verse un salaire et a autorité sur lui (droit de donner des ordres et d'en contrôler l'exécution). Le contrat à durée indéterminée (CDI) est le plus répandu : il peut être résilié à tout moment par le salarié (démission) ou l'employeur (s'il existe une «cause réelle et sérieuse de rupture et en respectant la procédure de licenciement). Se développent des contrats à durée déterminée (CDD), par exemple pour six mois, et d'autres formes d'emplois précaires.</p>
<p>Contrat social notion philosophique désignant le pacte établi entre les membres de la société par lequel ceux-ci abandonnent la liberté dont ils jouissaient dans l'état de nature (pré-social) au profit de la collectivité qui acquiert ainsi la souveraineté et leur garantit en retour la protection de leurs droits individuels. Chez J.-J. Rousseau, le contrat social désigne le pacte par lequel chaque associé renonce à sa «liberté naturelle » au profit de la collectivité, pour recevoir en échange la liberté civile et bénéficier du bien commun</p>
<p>Contrats implicites (théorie des) : théorie d'inspiration libérale qui assimile le contrat de travail à un contrat d'assurance entre les salariés et leur employeur, destiné à limiter leur incertitude réciproque</p>
<p>Contre-culture : ensemble des valeurs, normes et pratiques d'un groupe particulier au sein d'une société, la culture de ce groupe s'opposant à la culture de la société.</p>
<p>Contre-pouvoir : institution ou groupement politique économique ou social dont l'action vise à faire pression sur le pouvoir en place.</p>
<p>Contrôle social : Ensemble des moyens dont dispose une société, une collectivité pour amener ses membres à adopter des conduites conformes aux règles prescrites, aux modèles établis pour assurer le maintien de la cohésion sociale</p>
<p>Conventions collectives : contrat entre représentants des salariés et représentants des employeurs relatif</p>

aux conditions d'emploi et de travail et aux garanties sociales.
Conventions : (théorie des) : Théorie économique apparue à la fin des années 80 en France (JP Dupuis, O Favereau, A Orléan, R Salais,) qui s'oppose à l'approche néoclassique une vision inspirée de l'institutionnalisme. Elle s'intéresse moins à l'échange en tant que tel (travail contre argent) qu'aux conditions de l'échange (contrat de travail) qui renvoient à des institutions (des règles ou des habitudes communes). Elle considère que le comportement des agents économiques ne peut être expliqué par le principe de rationalité individuelle.
Coopération : action de travailler conjointement avec d'autres personnes
Coopérative : entreprise régie par les principes de coopération : les membres de la coopérative ont des droits égaux dans la gestion (principe : « Un homme, une voix » et les profits de l'entreprise sont répartis entre les sociétaires au prorata de leur activité). Les coopératives font partie de l'économie sociale.
Coordination : forme d'organisation des luttes sociales dans laquelle les décisions sont prises par les assemblées générales où la force des syndicats est réduite.
Corn laws : ensemble de lois sur les céréales, en vigueur pendant plusieurs siècles en Grande-Bretagne. Elles instaurent des taxes sur les importations élevées pour assurer le maintien des revenus élevés des agriculteurs et des propriétaires fonciers. Les industriels obtinrent l'abrogation de ces lois en 1856 pour permettre une baisse du salaire réel des ouvriers.
Corporation : Association constituée par les membres d'une même profession afin d'en réglementer l'accès et l'exercice. Elles regroupaient au XV ^e et XVI ^e siècle les maîtres les apprentis et les compagnons et réglementaient de manière restrictive la concurrence, les techniques de production et les horaires de travail. Elles furent abolies par le décret d'Allarde. Par la suite le fascisme tenta d'en faire la structure de base d'un nouvel ordre économique, social et politique. Le corporatisme survit aujourd'hui sous une forme atténuée, quand se constituent des corps intermédiaires pour la défense d'intérêts catégoriels
Corporatisme : 1 Doctrine favorable à une organisation sociale regroupant salariés et employeurs au sein de corporations (par opposition au groupement des travailleurs en syndicats). 2. Attitude qui consiste à défendre uniquement les intérêts de sa corporation, de sa caste.
Corps intermédiaires : organisations qui s'intercalent entre le citoyen et les pouvoirs publics (associations, syndicats ...)
Corrélation : situation de deux phénomènes qui évoluent en même temps (dans le même sens ou en sens inverse) .
Cotisations sociales : prélèvements réalisés sur les revenus d'activité des individus servant à financer la protection sociale. (Cotisations salariales + cotisations patronales). C'est l'employeur qui verse les deux types de cotisations à l'organisme collecteur l'URSSAF
Courant régulationniste : il intègre l'apport marxiste (le déterminisme des rapports sociaux) et des préoccupations keynésiennes (l'importance de la régulation macroéconomique) pour expliquer les phénomènes de croissance et de crise, Le capitalisme serait ainsi passé d'une régulation concurrentielle (XIX, siècle) à une régulation monopoliste de type fordiste (XX, siècle), aujourd'hui en crise
Courbe de Laffer : Symbole de l'offensive idéologique libérale contre l'impôt, à l'époque de la campagne électorale présidentielle américaine de Ronald Reagan (président de 1981 à 1989). Représente les recettes fiscales totales (en ordonnées) en fonction du taux d'imposition (en abscisses). Laffer affirme que :1. Qu'un taux d'imposition élevé décourage l'activité économique 2.sa baisse augmentera les recettes fiscales car elle incitera à augmenter l'activité. « Trop d'impôt tue l'impôt »
Courbe de Lorentz : représentation graphique d'une distribution (de revenus par exemple) susceptible d'être analysé en terme de concentration. On porte en abscisses le % cumulés des effectifs et en ordonnées le % cumulée des revenus. Une distribution égalitaire se traduit par une bissectrice. L'ampleur de son écart avec la courbe de distribution effective mesure l'ampleur des inégalités.
Courbe de Phillips : à l'origine, il s'agit de la représentation d'une relation empirique entre taux de chômage et taux de variation des salaires nominaux mise en évidence par A. W. Phillips en 1958. Par extension, la représentation graphique de cette courbe retrace une relation inverse entre inflation et chômage
Coût comparatif : (voir avantage comparatif)
Coût marginal : coût supplémentaire(en travail et en capital) pour produire une unité de plus du produit considéré

Coût salarial : ensemble des charges impliquées par la présence des salariés (salaire brut comprenant le salaire net et les cotisations sociales à la charge du salarié) mais aussi charges patronales (cotisations sociales à la charge de l'employeur, taxe professionnelle, taxe d'apprentissage, dépense de comité d'entreprise).
Coût unitaire : ensemble des dépenses nécessaires à la production divisé par les quantités produites.
Création monétaire : processus de création de nouveaux moyens de paiement mis à la disposition des agents économiques en particulier grâce au crédit bancaire (les crédits font le dépôts) cette création n'est que temporaire car la monnaie créée est détruite quand l'emprunteur rembourse son crédit.
Crédit-bail : système de location avec une option d'achat à terme. Cette formule permet à l'entreprise de disposer de moyens de production sans immobiliser de capitaux.
Crise : période de dépression ou de stagnation durable de la conjoncture économique
Crise du fordisme : pour les théoriciens de l'École de la régulation, il s'agit des dysfonctionnements du régime d'accumulation intensive (concentration des entreprises, marchés oligopolistiques...) reposant sur la consommation de masse et associé une régulation monopoliste (intervention de l'État en matière économique et sociale, négociation collective des salaires...). Ce régime a prédominé dans les pays développés durant les Trente Glorieuses (1945-1974).
Croissance : augmentation soutenue pendant une période longue de la production d'un pays généralement mesurée par des indicateurs comme le PIB ou le PNB. On distingue habituellement la croissance extensive, qui résulte du seul accroissement quantitatif des facteurs de production, de la croissance intensive, qui découle des gains de productivité. Dans la réalité, la croissance est à la fois extensive et intensive.
Croissance endogène : théorie explicative de la croissance développée dans les années 80, montrant le rôle des politiques publiques structurelles avec la création d'externalités positives (recherche-développement, infrastructures publiques, formation).
Croissance externe : stratégie de croissance d'une entreprise par acquisition ou prise de contrôle d'unités de production déjà existantes, par fusion, absorption
Croissance fordiste : nom que les théoriciens de l'École de régulation ont donné au régime d'accumulation intensive (concentration des entreprises, marchés oligopolistiques...) reposant sur consommation de masse et associé à une régulation monopoles (intervention de l'État en matière économique et sociale, négociation collective des salaires...). Ce régime, aujourd'hui en crise dans les pays développés, a prédominé durant les Trente Glorieuses (1945-1974).
Croissance interne : stratégie d'une entreprise qui étend sa capacité de production en créant, ou en acquérant, des actifs physiques ou immatériels
CSG : contribution sociale généralisée : prélèvement proportionnel opéré sur tous les revenus.
Culturalisme : Courant anthropologique américain (développé à partir des années trente) influencé par la psychologie et la psychanalyse et centré sur l'étude des comportements humains appréhendés comme manifestation de la culture d'une société. (M Mead, R Linton, R Benedict, A Kardiner)
Culture : ensemble des valeurs, des normes et des pratiques qui sont acquises et partagées par une pluralité de personnes vivant dans une même société.
Cycle de vie du produit : théorie selon laquelle l'évolution au cours du temps des ventes d'un produit peut être représentée par une courbe en S décomposée en 4 phases successives. lancement (profits élevés du fait d'un monopole technologique mais peu de gens sont équipés), décollage (augmentation des ventes et des exportations - maintien des taux de profits), maturité (apparition de la concurrence), déclin (baisse des profits).
Cycle Juglar : cycle majeur de 6 à 10 ans lié à la chute des investissements ou à l'essoufflement de la demande
Cycle Kitchin : cycle mineur d'une durée de 40 mois lié aux opérations de déstockage.
Cycle Kondratieff : cycle long de 50 ans lié aux mouvements des prix et aux «grappes d'innovations», selon J. A. Schumpeter ;
Décentralisation : Processus qui consiste à attribuer des pouvoirs de décision aux collectivités locales en les affranchissant de tout pouvoir d'obéissance vis-à-vis du pouvoir central.
Décile : valeur d'un caractère qui partage l'effectif en 10 groupes égaux. Par exemple le premier décile représente le revenu en dessous duquel se situe les 10% les plus pauvres.
Décret d'Allarde : décret des 2-17 mars 1791 supprimant les corporations et les Jurandes qui empêchaient

les individus d'exercer librement une profession. Ce décret substitue les contrats de travail aux liens de solidarité et aux privilèges existant dans les corporations.
Déficit budgétaire : Situation dans laquelle les recettes du budget sont inférieures aux dépenses.
Déficits publics : ensemble des déficits de l'État, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale, dus aux surplus des dépenses par rapport aux recettes.
Déflation : chute durable de l'ensemble des prix. Désigne aussi une politique économique visant à réduire brutalement la demande afin de faire baisser les prix et la consommation.
DEFM (chômage au sens de l'ANPE) : Demandeurs d'emploi en fin de mois. C'est l'indicateur du chômage de l'Agence nationale pour l'emploi qui regroupe l'ensemble des personnes inscrites sur ses fichiers à la fin de chaque mois à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à plein temps.
Délégués du personnel : Représentants des salariés élus pour 2 ans dans tout établissement employant au moins 11 salariés Le délégué du personnel dispose d'un crédit d'heures et il est chargé d'exposer à l'employeur les revendications individuelles et collectives du personnel. Il peut remplir les fonctions du comité d'entreprise lorsque celui-ci n'existe pas.
Délinquance : délits (interdits et punis par la loi) ne pas confondre avec la déviance ; .D'un point de vue juridique, les délits se distinguent des crimes (plus grave : criminalité) et des contraventions.
Délits : infractions punies par une amende de plus de 10000 F ou un emprisonnement de 2 mois à 5 ans. D'un point de vue juridique, les délits se distinguent des crimes (plus grave : criminalité) et des contraventions.
Délocalisation : transfert d'activités vers des zones offrant aux entreprises des conditions de production plus avantageuses et en particulier des coûts salariaux plus bas
Délocalisation : transfert d'activité vers les zones offrant aux entreprises des conditions de production désavantageuses et en particulier des coûts salariaux plus bas
Demande effective : notion introduite par Keynes pour caractériser la demande prévue par les chefs d'entreprise lorsqu'ils décident de produire, d'investir et éventuellement d'embaucher des salariés supplémentaires
Démocratie politique : mode de gouvernement ou la loi, expression de la volonté générale est une contrainte que les individus s'imposent librement à eux mêmes, elle est votée par les représentants de la nation qui recherchent l'intérêt général.
Démocratie sociale : conception d'un Etat où la liberté est conjuguée avec l'égalité l'Etat crée les conditions réelles de l'épanouissement des individus en leur reconnaissant des droits économiques et sociaux (éducation, plein-emploi, protection sociale ...)
Démocratie : régime politique fondé sur le principe du «gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple» au moyen du suffrage universel, de l'égalité des droits et du respect des libertés individuelles. La démocratie est également caractérisée par l'égalité des conditions selon A de Tocqueville et l'égalité des chances aux moyens de droits sociaux.
Densité matérielle : nombre des habitants par unité de surface et niveau de développement des voies de communication et de transmission.
Densité morale : volume des valeurs partagées par les hommes qui forment une société
Dépendance : situation dans laquelle se trouve tout pays dont les décisions économiques sont dictées par des partenaires ou des marchés dominés par d'autres, cartels ou Etats.
Dépréciation (appréciation) : Baisse du cours d'une monnaie en système de changes flottants ;
Dépression : diminution nette et durable de la production nationale
Déréglementation : abandon progressif par l'État de certains contrôles, règles et normes en vigueur jusqu'alors. D'inspiration libérale, les politiques de déréglementation sont justifiées par les pouvoirs publics par la nécessité de libérer les entreprises des entraves nuisant à leur fonctionnement.
Désaffiliation sociale : décrochage continu d'un individu à l'égard de tous les secteurs lieux et institutions qui l'intégraient à la société .
Descendance finale : somme des taux de fécondité par âge au long d'une génération. C'est le nombre moyen d'enfant qu'une femme de cette génération a mis au monde au cours de sa vie féconde. En toute rigueur, elle ne peut être calculée que pour les générations ayant achevé leur vie féconde.
Déséconomies d'échelle : augmentation des coûts unitaires due à l'augmentation des quantités produites
Désenchantement du monde : expression de Max Weber qui exprime l'effacement de la religiosité devant la rationalité dans les sociétés contemporaines Dans le même sens E Durkheim parle de sécularisation.

réduire toute activité à un calcul rationnel assure l'efficacité mais peut aussi selon M Weber, priver de sens les actions humaines .
Désenchantement du monde : Expression utilisée par M Weber(1864-1920) pour désigner le manque de sens lié au développement d'une représentation scientifique du monde au détriment de son interprétation religieuse.
Désengagement de l'État : diminution de l'intervention de l'État dans l'économie, conformément aux principes libéraux ;
Déséquilibre (théorie du) : théorie qui tente de dépasser les clivages entre la théorie néoclassique et la théorie keynésienne en tentant d'en faire la synthèse
Déséquilibre (théorie du) : cette théorie s'efforce de jeter un pont entre néoclassiques et keynésiens en évoquant les possibilités de rupture de l'équilibre général (par exemple un excès d'offre sur les marchés des biens et du travail qui entraîne surproduction et chômage)
Désindexation des salaires : remise en cause de l'indexation des salaires sur les prix, c'est-à-dire des mécanismes assurant une progression minimale des salaires nominaux égale à celle des prix.
Désinflation : ralentissement du rythme de la hausse des prix.
Désinflation compétitive politique visant à restaurer la croissance et l'emploi par un retour à la compétitivité obtenu par une action vigoureuse de freinage de la hausse des prix permettant la conquête de marchés extérieurs.
Désinflation compétitive : politique visant à restaurer la croissance et l'emploi par un retour à la compétitivité obtenu par une action vigoureuse de freinage de la hausse des prix permettant 1 conquête de marchés extérieurs.
Désinflation : diminution du taux d'inflation.
Désintermédiation : évolution des circuits de financement caractérisée par le développement du financement direct des agents économiques sur les marchés financiers au détriment des circuits bancaires.
Désintermédiation : situation où les entreprises et les autres agents économiques trouvent les fonds nécessaires à l'investissement sur le marché financier au lieu de faire appel au crédit et donc à la fonction d'intermédiaire entre les prêteurs et les emprunteurs assurée par les banques
Despotisme ou tyrannie : Régime politique caractérisé par le gouvernement d'un seul sans lois ni règles.
Destruction créatrice : expression forgée par J Schumpeter (<i>capitalisme, socialisme, démocratie</i>) pour désigner le processus d'évolution du capitalisme qui se caractérise par des firmes en concurrence qui recherchent une position monopoliste obtenue par des innovations technologiques. Le monopole est temporaire en raison de la diffusion massive de l'innovation par imitation, ce qui oblige à mettre en œuvre de nouvelles innovations qui détruisent les anciennes.
Destruction créatrice : notion introduite par J A Schumpeter pour décrire l'activité économique caractérisée par la disparition et la création incessante d'activités
Désutilité : insatisfaction, perte d'utilité. Dans la théorie néoclassique, le travail est la source de désutilité parce qu'il réduit le temps libre consacré au loisir (le coût d'opportunité d'une heure de travail correspondant à l'utilité de l'heure de loisir à laquelle on renonce pour aller travailler) Le salaire réel est sensé compenser cette désutilité .
Déterminisme : Système philosophique selon lequel tout dans la nature obéit à des lois rigoureuses, y compris les conduites humaines.
Déterminisme : la réalité sociale est expliquée par un seul facteur
Dettes (encours de la) : montant total des emprunts contractés par un pays à une date donnée
Dettes (service de la) somme versée chaque année au titre du remboursement du capital emprunté (amortissement) et du paiement des intérêts par un pays endetté.
Dettes (service de la) : intérêts et fraction du capital emprunté à rembourser annuellement ;
Dettes extérieures : ensemble des emprunts d'un pays à l'égard d'autres États ou d'institutions financières étrangères
Dettes publiques : ensemble des sommes empruntées par l'État. Le service de la dette figure au chapitre des dépenses du budget.
Dettes publiques : ensemble des emprunts effectués par l'État pour financer les déficits publics
Déévaluation (réévaluation) : décision des pouvoirs publics visant à diminuer (augmenter) la parité officielle d'une monnaie.

Déévaluation (réévaluation) : Modification à la baisse de la parité officielle d'une monnaie. En système de change fixe dans le but d'améliorer le solde commercial.
Développement : ensemble des changements économiques, sociaux, techniques et institutionnels liés à l'augmentation du niveau de vie résultant de mutations techniques et organisationnelles.
Développement : ensemble des changements, économiques, sociaux, techniques et institutionnels liés à l'augmentation du niveau de vie. la croissance serait de quelques chose (le PIB, le bien être matériel, le développement de quelqu'un (la société ou l'homme «tout l'homme et tous les hommes » selon F Perroux
Développement autocentré : stratégie de développement aujourd'hui abandonnée, fondée sur un développement déconnecté du reste du monde et surtout des pays développés, considérés comme des obstacles à la croissance dans l'indépendance.
Développement autocentré : modèle de développement accordant la priorité au marché intérieur et refusant la participation à la spécialisation internationale.
Développement durable (ou soutenable) : Nouveau mode de développement officiellement proposé comme objectif à leurs Etats membres par la CNUCED et la Banque mondiale ; il est théoriquement inspiré par la volonté de concilier l'amélioration du bien-être des générations présentes avec la sauvegarde de l'environnement pour les générations futures.
Développement extraverti : désigne un mode de développement centré sur les échanges extérieurs et l'appel aux capitaux étrangers
Déversement (théorie du) : théorie d'Alfred Sauvy selon laquelle la main-d'œuvre libérée d'un secteur dont les gains de productivité sont supérieurs à la croissance de sa production se déverse dans de nouveaux secteurs créateurs d'emplois.
Déviance : comportement qui s'écarte de la norme. Cet écart à la norme peut être sanctionné par la loi ou par les individus eux-mêmes (rejet du groupe) ; il peut aussi être toléré ou accepté. Cette notion est relative à une société donnée pour une période donnée.
Déviance : comportements qui s'écartent de la norme. Cet écart à la norme peut être sanctionné par la loi ou par les individus eux-mêmes (rejet du groupe) ; il peut aussi être toléré ou accepté. Cette notion est relative à une société donnée pour une période donnée.
Devises : moyens de paiement libellés en monnaie étrangère.
Dichotomie : Qui se divise en deux.
Dictature du prolétariat : première étape de l'évolution vers le socialisme, destinée à l'élimination définitive de la bourgeoisie, et pendant laquelle le pouvoir est exclusivement exercé par le prolétariat. .
Discrimination (théorie de la) : théorie d'inspiration libérale selon laquelle les actifs sont inégalement traités, notamment quant à leur salaire, en raison de leurs compétences et de leurs productivités inégales.
Dispersion : écart plus ou moins important des valeurs prises par une variable par rapport à sa moyenne.
Dividende : revenu variable reçu par un actionnaire d'une société et correspondant à une fraction des bénéfices distribués.
Division du travail social : concept forgé par É. Durkheim. 'La division du travail social correspond à la spécialisation des fonctions des individus dans la société. Cette spécialisation induit une solidarité organique entre les individus, rendus interdépendants par la complémentarité des fonctions qu'ils exercent
Division internationale du travail : organisation rationnelle d'une vaste répartition des tâches à l'échelle mondiale. La DIT recouvre un ensemble de phénomènes où se mêlent des notions de commerce, de coût salarial, de transfert de technologie, de monnaie... le tout sur un fond de rapports de force entre Etats et blocs de pays. .
Division technique du travail : décomposition du processus de production en tâches spécialisées, successives et complémentaires C'est une condition de la croissance de la productivité pour Adam Smith et, un facteur de domination du capital sur les travailleurs pour Karl Marx.
Domestic system : méthode de production en vigueur avant la révolution industrielle. Ce système de production était mis en œuvre par les groupes domestiques (ménages) qui réalisaient une production artisanale à faible intensité capitaliste.
Domination : chance de trouver des personnes prêtes à obéir à un ordre. Selon M Weber il y a trois modes de domination légitime «la domination légale -rationnelle (fondée sur le droit), la domination traditionnelle (légitimée par les ancêtres), la domination charismatique (fondée sur le caractère sacré du chef). Chez K Marx la domination est une conséquence de l'exploitation. Les idées dominantes sont celles des exploités. ,

Cette idéologie permet la reproduction du capitalisme.
Donation successorales : contrat par lequel un ascendant transmet de son vivant son patrimoine à ses héritiers ;
Dotations factorielles : quantité et qualité des facteurs de production (travail et capital détenues par un pays).
Droits de tirage spéciaux (D.T.S) : Lignes de compte ouvertes par le F.M.I. dans le compte de chaque pays La valeur des D.T.S s'établit à partir d'un, «panier de monnaies » :
Dualisme (économique et social) : situation de l'économie ou de la société caractérisée par la coexistence de deux modes de fonctionnement (par exemple, secteur informel et secteur formel).
Dualisme du marché du travail : thèse développée initialement par l'économiste radical américain Michael Piore selon laquelle le marché du travail se compose de deux segments distincts et hiérarchisés (marché primaire et marché secondaire).
Dumping : pratique commerciale visant à pénétrer des marchés étrangers en vendant des produits à un prix inférieur au prix de revient (ou inférieur au prix de vente pratiqué sur le marché intérieur).
Dumping social : Action qui vise à tirer un avantage des différences de réglementation et de coût du travail entre différents pays. les acteurs peuvent être des entreprises qui se délocalisent, ou les Etats qui jouent sur les règles sociales pour attirer les entreprises et les emplois
Durée moyenne de chômage : durée de chômage écoulée en moyenne pour les chômeurs sortis du marché du travail à une date donnée.
EBE (Excédent brut d'exploitation) : Mesure du profit qui correspond au solde du compte d'exploitation (comptabilité nationale)
Echange inégal : Il y a échange inégal entre deux pays quand, à balance commerciale supposée équilibrée, le contenu en travail des importations n'est pas égal à celui des exportations.
Echantillon : sous-ensemble tiré d'un ensemble plus vaste («population mère ») et présentant la même composition interne que l'ensemble
Ecofin : composé des ministres des finances des quinze et chargé de la coordination des politiques économiques et contrôle le respect du pacte de stabilité et de croissance
Ecole de Chicago (en sociologie) : fondée notamment par R. Park (1864-1944). Cette école s'est consacrée en particulier aux questions urbaines 'et à ..la déviance,
Ecole de la régulation : courant de pensée regroupant des économistes français contemporains qui tentent d'expliquer la crise actuelle par la crise de l'accumulation intensive centrée sur la consommation de masse et associée à une régulation monopoliste dite crise du fordisme.
École des relations humaines : courant apparu aux États-Unis dans les années 30 à la suite des expériences menées par E. Mayo qui met en évidence la primauté du facteur humain sur le facteur technique et l'importance de la qualité des relations humaines pour les performances de l'entreprise.
Economie classique : Ensemble disparate de travaux d'économistes entre 1776 et 1870 qui reconnaissent dans la <i>richesse des nations</i> d'A Smith l'œuvre fondatrice de la science économique et qui par conséquent méritent d'être étudiée(d'où le nom de classicisme) et prolongée. Les auteurs marquants sont principalement britanniques (Smith, Malthus, Ricardo, Mill etc.) et marginalement français (Say). Ce courant est globalement partisan de la théorie de la valeur travail à l'exception de JB Say et Malthus (favorable à la valeur : utilité), dans l'analyse des crises (la théorie de la demande effective de Malthus s'oppose à la loi de Say)
Economie d'échelle : diminution des coûts de production due à l'augmentation des quantités produites.
Économie de fonds propres : économie dont le financement s'effectue prioritairement par l'autofinancement et les marchés financiers, au détriment de l'intermédiation bancaire.
Économie d'endettement ou intermédiée : économie dont le financement s'effectue principalement auprès du système bancaire, sous forme d'emprunt.
Economie développée : Economie dont la population a connu «une combinaison de changements mentaux et sociaux, qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global »(F Perroux)
Economie en développement : ensemble des PED. Leur revenu par tête est très inférieur à celui des pays développés mais cet ensemble est très disparate des NPI aux PMA.
Economie néoclassique : Ensemble des différentes analyses économiques en terme de prix (on dit encore

en terme de marché et d'équilibre) optant résolument pour l'approche abstraite et déductive. Les principales écoles sont le marginalisme, le monétarisme, l'économie de l'offre, les nouveaux classiques
Economie sociale : ensemble d'organisations (associations , coopératives , mutuelles) appartenant à des propriétaires privés mais refusant la loi du profit. Elles sont fondées sur les concepts d'équité et de solidarité.
Economie : discipline scientifique qui étudie la production , la répartition et la circulation de biens et services rares .
Economisme : tendance de certaines théories à réduire l'explication des comportements sociaux à leur seul mobile économique.
ECU (European Currency Unit) : unité monétaire qui servait de base d'évaluation des monnaies avant l'Euro
Effet d'âge : explication, par l'âge des individus d'un phénomène social (révolte des adolescents contre leurs parents ..., nombre d'enfants ...)
Effet d'apprentissage : phénomène marquant une baisse des coûts unitaires lié à l'accumulation d'expériences, de tours de main , d'habitudes qui permettent une productivité plus importantes . Les entreprises produisant depuis longtemps disposent ainsi d'un certain avantage sur leurs concurrents
Effet d'éviction : effet négatif de l'extension des activités du secteur public au détriment du secteur privé sur le marché financier par exemple
Effet de démonstration (ou effet de signe) : utilisation de la consommation pour montrer sa position sociale ou la position sociale à laquelle on aspire .
Effet de génération : Explication d'un phénomène social par la génération à laquelle les individus appartiennent . (pacifisme génération du front populaire , révolte étudiante de mai 68 ...)
Effet de levier : accroissement de la rentabilité financière d'une entreprise grâce à l'endettement lorsque le taux d'intérêt réel est inférieur à la rentabilité économique. Le cas inverse est qualifié "d'effet massue" ou d'un, effet boomerang.
Effets de seuil : niveau ou valeur d'une variable économique à partir duquel un phénomène économique se modifie. Par exemple le seuil de rentabilité désigne le niveau d'activité à partir duquel l'entreprise réalise des bénéfices.
Effets émergent : Processus par lequel le résultat collectif ,global , d'actions individuelles non concertées est différent de celui voulu à l'origine par les individus . Quand ce résultat global est contraire aux intentions initiales des individus , on parle alors d'effet pervers.
Effets externes : avantage ou inconvénient résultant pour une tierce personne d'un échange marchand entre d'autres agents économiques
Effets pervers : Effet non désiré contraire à l'objectif de l'action entreprise
Egalitarisme : doctrine qui vise à l'égalité absolue en matière politique, économique et sociale.
Egalité : rapport existant entre des individus se trouvant dans une situation équivalente. D'après Tocqueville, la passion pour l'égalité anime les sociétés démocratiques. Si l'égalité des libertés politiques y est acquise, celle des conditions ne l'est jamais complètement mais c'est un but que rien ne semble interdire d'atteindre
Egalité des chances : situation dans laquelle l'avenir d'un individu ne dépendrait pas du capital économique, culturel et social qui lui a été transmis, mais de ses seuls talents.
Egalité des conditions : caractérise la société démocratique selon A de Tocqueville (1805-1859) dans <i>de la démocratie en Amérique (1835)</i> . Elle est à la fois égalité juridique (égalité devant la loi), égalité sociale (égalité des chances et mobilité sociale), égalité de respect (égale dignité de chacun). Elle n'implique pas l'égalité réelle, c'est-à-dire l'égale répartition des biens sociaux (richesse, pouvoir, prestige) mais la possibilité ouverte à chacun d'entre dans la compétition pour y accéder (en opposition à la société aristocratique caractérisée par la concentration de ces biens et leur transmission héréditaire au profit du même groupe) p«é la passion pour l'égalité anime les sociétés démocratiques. Si l'égalité des libertés politiques y est acquise, celle des conditions ne l'est jamais complètement mais c'est un but que rien ne semble interdire d'atteindre
Elargissement des tâches : regroupement de plusieurs opérations d'exécution afin que le salarié réalise des ensembles ou des sous-ensembles complets.
Elasticité- Prix : sensibilité de la demande d'un produit à la variation du prix de celui ci. Ep = variation de la quantité demandée en % / variation du prix en %

Elasticité- revenu : sensibilité de la demande d'un produit à la variation du revenu du ménage qui le consomme $E_r = \text{variation de la consommation en \%} / \text{variation du revenu en \%}$
Elites : ensemble des personnes qui dans les diverses activités de la vie sociale se sont élevés en haut de la hiérarchie et occupent des positions privilégiées.
Emplois atypiques : formes particulières d'emploi (fpe) qui mettent en cause la norme de l'emploi qui s'est développée et généralisée au cours des Trente Glorieuses. Elles se composent des emplois précaires (CDD, apprentissage, intérim, stages) et des emplois à temps partiel
Emplois précaires : emplois dans lesquels la situation des salariés est particulièrement instable et le rapport de force avec l'employeur très défavorable.
Emplois typiques : emplois qui se sont développés et généralisés au cours des Trente Glorieuses. Ils bénéficient de contrats à durée indéterminée, à temps plein, liant les salariés à un employeur unique
Employabilité (des actifs) : probabilité qu'ont les actifs, et plus particulièrement les chômeurs, de retrouver un emploi.
Emprunt obligataire : composé de titre de créance à long terme, émis par une entreprise ou une administration quand elles empruntent des fonds auprès des épargnants.
Encadrement du crédit : mesure réglementaire s'imposant aux banques qui doivent respecter un certain pourcentage d'augmentation annuelle des crédits qu'elles distribuent
Enclosure : désigne le grand mouvement de clôture et de remembrement des terres agricoles qui se développe en Angleterre au XVI ^e et XVII ^e siècle afin de constituer des terres individuelles d'un seul tenant.
Endettement extérieur : situation résultant d'un financement du déficit permanent des échanges extérieur d'un pays par le recours à l'emprunt international. le poids de la dette s'analyse par le rapport du service de la dette [(amortissement ou remboursements du capital emprunté) + intérêts] en pourcentage des exportations
Endogamie : Règle imposant de choisir son conjoint à l'intérieur de son propre groupe (ethnique, territorial)
Enrichissement des tâches : ajout aux tâches habituelles de nouvelles activités plus intéressantes pour l'ouvrier ou l'employé
Entente : accord passé plusieurs entreprises dans le but de fausser le libre jeu de la concurrence (partage du marché , actions contre un concurrent , etc .)
Entrepreneurs (au sens de Schumpeter) : capitalistes innovateurs (véritables capitaines d'industrie qui vont essayer de bénéficier de l'opportunité de profit que représente une innovation ils se distinguent des capitalistes imitateurs plus routiniers qui profiteront par la suite de cette opportunité
Entreprise : organisme privé ou public produisant des biens et des services marchands (destinés à être vendus).
Entreprise flexible (ou atelier) : entreprise (ou atelier) dont les biens d'équipement sont rendus polyvalents par l'utilisation des nouvelles technologies et qui utilise un personnel d'exécution lui-même polyvalent de façon à réaliser des produits différents sans investissement nouveau ou formation supplémentaire.
Entreprise individuelle : entreprise appartenant à un propriétaire unique. Le patrimoine de l'entreprise et celui du propriétaire sont confondus .
Entreprise publique : entreprise appartenant totalement ou majoritairement à l'État.
Épargne : partie du revenu qui, pendant une période donnée, n'est pas consommée. En Comptabilité nationale, l'épargne brute apparaît comme le solde du compte d'utilisation du revenu. Pour les entreprises, l'épargne brute correspond au profit retenu, qui sera disponible pour l'autofinancement
Épargne brute :revenu disponible brut - consommation finale
Épargne financière : Epargne brute moins formation brute de capital fixe des ménages . Cette épargne fait l'objet de placement ou de thésaurisation .
Épargne nette : épargne brute moins amortissements
Épargne non financière : épargne des ménages investie en achats de logement ou achats de biens de production pour les entreprises individuelles .
Équilibre de plein emploi : égalité entre l'offre et la demande de travail. Tous les actifs sont des actifs occupés. Il n'y a pas de chômage.

Equilibre de sous emploi : coexistence entre un équilibre entre l'offre et la demande sur le marché des biens et un déséquilibre de l'emploi (chômage)
Equilibre : situation observée par l'analyse néo-classique lorsque l'offre et la demande sur un marché s'égalisent à un prix qui satisfait acheteurs et vendeurs .
Équité : désigne une situation dans laquelle chacun dispose des mêmes chances au départ. L'équité ne doit pas être confondue avec l'égalité. L'équité implique que chacun dispose des mêmes atouts, l'égalité qu'il en fasse le même usage. L'équité s'intéresse aux situations de départ (accès à l'école, aux soins, à la formation continue, etc.), l'égalité aux situations d'arrivée (niveaux de revenu, de patrimoine, de chômage, d'espérance de vie, etc.).
Espace social . Ce terme utilisé par P Bourdieu désigne une construction sociologique qui vise à rendre compte d'une distribution donnée du capital économique, social et culturel.
Espérance de vie : nombre d'années restant à vivre en moyenne pour une personne d'âge x dans les conditions de mortalité du moment.
Espérance de vie à la naissance : durée moyenne de vie des individus soumis dès leur naissance au quotient de mortalité par âge de l'année d'observation.
Esprit du capitalisme : idéal type de l'esprit d'entreprise caractérisé par la recherche du profit et de l'accumulation du capital, une organisation rationnelle du travail et de la production.
Etat gendarme : Etat minimal cantonné aux fonctions non économiques de défense de justice et de police avec toutefois un devoir de prise en charge des activités non rentables (infrastructures
Etat providence : au sens strict et historique, intervention de l'Etat dans le domaine social par l'intermédiaire du système de sécurité sociale ; au sens large ensemble des interventions économiques et sociales de l'Etat.
Etat stationnaire : le monde économique est borné car le taux de profit est pris en ciseau entre les rendements décroissants d'une part, et la hausse des salaires induite par ces mêmes rendements décroissants.
État au sens large : institutions de toutes sortes (État central, collectivités locales, organismes de sécurité sociale) jouant un rôle de régulation centrale de la vie sociale.
Ethique protestante et esprit du capitalisme » : (1905 Max Weber) : . On peut établir selon lui, une affinité élective (des liens ou des corrélations) entre le protestantisme ascétique et un certain esprit d'entreprise axé sur la recherche rationnelle du profit et l'accumulation du capital.
Ethnocentrisme : attitude des membres d'une société qui jugent les éléments d'autres cultures en fonction de leurs propres normes et valeurs.
Ethos : terme utilisé par Max Weber pour désigner tout-à la fois le système de valeurs intériorisé, la conduite de vie et la morale pratique propre à un groupe social . chez P Bourdieu ce terme désigne une composante de l'habitus (intériorisation des valeurs et des normes du groupe)
Étiquetage : notion forgée dans le cadre de la sociologie de la déviance. Un individu est victime d'un processus d'étiquetage lors qu'il est désigné par un groupe généralement dominant comme transgressant une norme.
Euro : Monnaie unique de l'Europe se substituant aux monnaies nationales. Gérée dans son émission interne par la Banque centrale européenne (BCE). Son taux de change par rapport aux autres monnaies est cogéré avec les autorités politiques (conseil de l'Euro). La disparition du double affichage (en Euro et en monnaie nationale) ainsi que la circulation de l'euro sous forme de pièces et de billets est prévue pour 2002. 1 euro = 6,5597F.
Eurodevise : avoir détenu dans une monnaie autre que la monnaie du pays où est située la banque qui gère ces avoir Exemple : des avoirs en marks détenus par une banque français sont des euromarks
Euromarché : marché sur lequel se négocient les crédits e eurodevises.
Evolutionnisme : théorie issue de la biologie, selon laquelle les formes d'organisations sociales se succèdent les unes aux autres selon un schéma unique.
Exclusion sociale : processus de relégation sociale des individus
Exogamie (sociale) : alliance entre deux individus issus de milieux sociaux différents.
Expansion : croissance nette et durable de la production nationale
Expérience sociale : activité par laquelle chacun de nous construit le sens et la cohérence d'une action qui ne lui sont plus donnés par un système homogène et par des valeurs uniques.

Exploitation : pour Marx, il s'agit d'un rapport entre groupes sociaux. Un groupe s'approprié, sans contrepartie directe le produit du travail d'un autre groupe.
Exportations : ventes à l'étranger de marchandises produites en France .
Externalisation de l'emploi : Recours à la sous-traitance (une partie de l'activité est confiée à d'autres entreprises (nettoyage, sécurité, audit, gestion informatique)
Externalités ou effet externe : avantage ou inconvénient résultant pour une tierce personne d'un échange marchand entre d'autres agents économiques .
Extraversion : nouveau paradigme du développement. La participation aux échanges mondiaux est la seule voie de croissance possible, l'ouverture sur les marchés extérieurs permettant bénéficier des bienfaits du libre-échange international
Facteurs de production : ensemble des éléments nécessaires pour produire. On distingue généralement deux facteurs principaux : le travail et le capital technique. .
Fait social : toute manifestation de la réalité humaine ayant une dimension collective et revêtant une certaine régularité (famille nucléaire, délinquance juvénile ...).
Famille (au sens étroit ou sens de l'INSEE) : groupe d'au moins deux personnes résidant ensemble et unies par des liens de parenté (filiation ou alliance). Il est constitué soit d'un couple avec ou sans enfants, soit d'un parent seul avec enfant .
Famille étendue indivise ou élargie : Famille composée de plusieurs générations vivant sous le même toit.
Famille monoparentale . Famille constituée d'un parent isolé (veuf, divorcé ou célibataire) et d'un ou plusieurs enfants. non mariés .
Famille nucléaire ou conjugale : ne regroupe que les parents et leurs enfants non mariés.
Famille recomposée : famille modifiée à la suite d'une séparation ou d'un divorce. Dans ces familles recomposées (appelées aussi familles mosaïques), les enfants vivent généralement avec un de leurs parents et avec une belle-mère ou un beau-père et parfois avec des demi-frères et des demi-sœurs.
Fédéralisme : doctrine et système politique fondée sur le partage des compétences législatives, juridiques et administratives entre le gouvernement central de l'Etat et les gouvernements des Etats fédérés.
Filiale : société dont le capital est détenu majoritairement (à plus de 50%) par une autre société .
Filiation : liens reconnus entre des individus qui descendent les uns des autres. Elle peut être patrilinéaire (descendance en ligne paternelle ; les parents sont ceux auxquels on est reliés par l'intermédiaire du père) matrilinéaire ou bilinéaire.
Filière inversée : théorie de J K Galbraith selon laquelle, ce sont les producteurs qui imposent leurs produits aux consommateurs au lieu de schéma inverse du consommateur roi .
Financement direct : financement assuré par le marché des capitaux .
Financement externe : Financement de l'investissement par augmentation de capital ou par endettement auprès des banques, ou du public.
Financement indirect : financement assuré par l'intermédiaire des banques .
Financement interne : Financement de l'investissement par autofinancement .
Firme multinationale (ou transnationale) : entreprise en général de grande taille et située dans un secteur très concentré, possédant des filiales implantées dans plusieurs pays et dont la stratégie et l'organisation sont conçues à l'échelle mondiale.
Flexibilité du travail : Les formes de la flexibilité externe sont le recours à l'externalisation de l'emploi (sous-traitance), l'assouplissement du droit de licenciement, le recours au travail temporaire et aux CDD. Celles de la flexibilité Interne sont la possibilité de faire varier la durée (annualisation) et les rémunérations, la possibilité de modifier l'organisation du travail et l'affectation des salariés. La flexibilité du travail est censée améliorer l'efficacité productive et réduire le chômage, d'après les libéraux. C'est un facteur de précarisation de l'emploi.
Flexibilité : adaptation de la production aux variations de la demande .
Flexion des taux d'activité : Variation des taux d'activité due à des modifications du contexte économique. Par exemple, une détérioration de la conjoncture peut diminuer les taux d'activité si des chômeurs découragés cessent de chercher un emploi, ou si les étudiants prolongent leurs études pour éviter le chômage. Inversement, des créations d'emplois peuvent attirer des inactifs sur le marché du travail.
Flux tendus (ou méthode du juste à temps appelée Kanban au Japon) : méthode de production par

laquelle l'achèvement de la production en aval commande la fabrication des pièces à assembler en amont. Cette méthode est destinée à réduire les stocks et à rendre la production plus flexible pour s'adapter rapidement à la demande.
Fonction (en sociologie fonctionnaliste) : rôle d'un fait social dans la société globale on distingue la fonction manifeste (effet bénéfique pour le maintien du système social) et la fonction latente (qui ne procède pas de la volonté intentionnelle des acteurs (par exemple, les examens ont pour fonction manifeste la sélection Leur fonction latente est de créer ou de renforcer une solidarité parmi Les étudiants
Fonctionnalisme : ensemble de courants anthropologiques et sociologiques qui considèrent le système social comme une totalité unifiée dont tous les éléments (division du travail, institutions, idéologies) sont nécessaires à son bon fonctionnement ; on postule la cohésion des éléments entre eux. (K Merton, Parsons, B Malinowski).
Fond monétaire international (FMI) : institution financière internationale créée en 1945 afin de veiller au respect des règles monétaires du système de change fixe de Bretton- Woods. Aujourd'hui son rôle est de fournir des crédits aux pays qui connaissent des déficits extérieurs en contrepartie de politiques économiques .
Fonds de pension : caisses de retraite qui placent l'épargne des futures retraités sur le marché financier (bourse) dans une optique de rendement à long terme .
Force de travail : dans le vocabulaire marxiste, capacité de travail que les ouvriers vendent aux propriétaires des moyens de production.
Forces productives : dans la perspective marxiste, elles sont composées principalement des travailleurs, c'est-à-dire de leur énergie physique et de leurs savoir-faire prolongés par les moyens de production résultant du travail social antérieur.
Fordisme : développement de l'organisation scientifique du travail par H. Ford (1863-1947), constructeur automobile américain, avec l'instauration du travail à la chaîne et de la standardisation des pièces et des machines. , mais aussi stratégie de hauts salaires.
Formation brute de capital fixe (FBCF) : Valeur des biens durables acquis par les unités résidentes pour être utilisées pendant au moins un an dans le processus de production. La FBCF se décompose en (investissement productif des entreprises (machines...) ; - Investissement des ménages en logements, investissement des administrations.) Elle correspond approximativement à l'investissement national (sans l'investissement immatériel.
Formation Processus d'acquisition de connaissances et de compétences par l'intermédiaire du système scolaire ou universitaire, de la formation continue, de l'apprentissage ou de l'expérience professionnelle.
Formation sociale : ensemble économique et social d'une société donnée résultant de l'articulation spécifique de plusieurs modes de production dont l'un est dominant.
Formes particulières d'emploi (FPE) : voir emplois atypiques.
Fusion : opération par laquelle des sociétés transmettent leur patrimoine. Elle aboutit soit à la création d'une société nouvelle, soit à l'absorption d'une ou plusieurs sociétés (sociétés absorbées) par une société existante (société absorbante) . Dans ce cas, on parle de fusion-absorption.
GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (AGETAC) signé en 194 par 23 pays. Il réunit aujourd'hui 125 États (représentant environ 90 % du commerce mondial) Huit négociations appelées Rounds ont eu lieu entre 1960 et 1994. «Uruguay Round », 1986-1994. Les accords du GATT visent à favoriser la libéralisation des échanges par le respect de quelques principes «la non-discrimination, l'abaissement progressif des droits de douane, l'élimination des restrictions quantitatives et l'interdiction du dumping et des subventions aux exportations.
Genre de vie (ou mode de vie) : Ensemble des manières de vivre d'un groupe humain, caractérisé par les conditions matérielles d'existence et l'organisation de la vie quotidienne (rapport à l'environnement, modalités et conditions de travail, nature des ressources, formes d'habitat, façons de consommer, types de loisirs, etc.)
Gestion : Ensemble des procédures, des pratiques et des politiques mises en œuvre dans les entreprises et qui visent à assurer un fonctionnement satisfaisant ; ses points d'application principaux sont la vente, le financement, l'organisation, la gestion des ressources humaines, le marketing la comptabilité et le contrôle des résultats.
Globalisation financière : constitution d'un marché financier unique au niveau mondial du fait de la

disparition des obstacles nationaux entravant la circulation des capitaux.
Globalisation : articulation accrue des territoires locaux à l'économie mondiale se traduisant par une définition de la stratégie des acteurs et des entreprises acteurs à un niveau mondial.
Grappes d'innovations : vague d'innovations mineures provoquée par une innovation fondamentale. Par exemple : la machine à vapeur et ses multiples utilisations, les technologies de l'information développées à partir du microprocesseur.
Groupe de pression : ou lobby : Regroupement d'individus autour d'un intérêt commun qui s'organisent pour orienter les décisions des pouvoirs publics dans un sens qui leur soit favorable
Groupe de référence : groupe auquel l'individu s'identifie, emprunte ses normes et ses valeurs.
Groupe intermédiaires (ou secondaires) : groupe de taille plus importante que celle des groupes primaires qui se définissent surtout par un système de normes et de valeurs partagées par les membres d'une organisation (syndicats, entreprises, associations)
Groupe semi-autonome : forme d'organisation du travail où les salariés forment une équipe qui organise librement, sans contrôle hiérarchique, le travail demandé en le répartissant tout aussi librement entre ses membres. le groupe est responsable collectivement de sa production
Groupe (au sens économique) : ensemble de sociétés reliées financièrement entre elles et dépendant d'un même centre de décision (la société mère)
Groupes primaires (ou élémentaires) : groupe auxquels appartient l'individu de façon naturelle (famille, amis, groupe professionnel ...) et dans lequel il entretient des interactions directes.
Habitus : notion sociologique due à P Bourdieu désignant l'ensemble des dispositions durables plus ou moins conscientes, acquises au sein du milieu social d'origine et qui guide les perceptions, les opinions et les actions des individus.
Hiérarchie sociale : ensemble social caractérisé par une échelle descendante de pouvoir, de privilèges, de situations qui implique la subordination des échelons inférieurs aux échelons supérieurs.
Historicité : concept employé par A Touraine pour décrire la capacité d'une société à agir sur ses modèles culturels.
Holding : société dont l'unique activité consiste à détenir des participations dans d'autres entreprises ou à gérer des filiales.
Holisme : théorie selon laquelle le tout est plus grand que la somme des parties qui le composent, ainsi les comportements individuels ne peuvent s'expliquer sans référence aux structures sociales et au milieu social dans lequel se situent les individus (s'oppose à individualisme méthodologique).
Homo oeconomicus : modèle de comportement humain fondé sur les principes de rationalité et de maximisation.
Homogamie (sociale) : alliance entre deux individus issus d'un même milieu social.
Honoraires : revenus des professions libérales qui vivent de l'exercice de leur science (médecins, architectes, avocats)
IDE (Investissement direct à l'étranger) : création d'entreprises à l'étranger, prises de participation dans des entreprises étrangères, opérations «prêts et avances» entre maison mère et filiales. L'investissement direct peut être générateur de croissance pour le pays d'accueil, à condition que celui-ci conserve une certaine maîtrise du processus, mais il comporte également le risque de la dépendance.
Idéal-type : Notion élaborée par Max Weber pour désigner une construction modélisée, de la réalité sociale pour ne faire apparaître que les traits les plus significatifs.
Identité collective : Aptitude d'une collectivité à se reconnaître comme groupe. Ce qui implique un mouvement de différenciation vis-à-vis de l'extérieur du groupe et un mouvement de fusion qui gomme la multiplicité des appartenances.
Identité : Façon dont un individu ou un groupe se définissent, ressentent leur existence propre (leur singularité) et s'appuient sur elle pour s'affirmer vis-à-vis d'autrui.
Idéologie : système de représentation permettant de déchiffrer la réalité et reposant sur un certain nombre de valeurs.
Impôts : prélèvements obligatoires versés à l'Etat et aux collectivités locales. Les impôts directs sont supportés et versés par le même agent (impôt sur le revenu, impôts sur les sociétés, impôt de solidarité sur la fortune) Les impôts indirects sont supportés par un agent (le consommateur) et versés au fisc par un autre (l'entreprise qui vend le bien ou le service taxé). Les deux principaux indirects sont la taxe sur la

valeur ajoutée et la taxe intérieure sur les produits pétroliers.
Indicateur conjoncturel de fécondité (ou indice synthétique ou somme des naissances réduites) : il indique approximativement le nombre moyen d'enfants mis au monde pendant la vie féconde d'une femme (15 à 49 ans). Il se calcule en réalisant la somme des taux de fécondité par âge de 15 à 49 ans pour une année donnée. Cet indicateur présente ce que serait la descendance finale d'une génération fictive de femmes qui auraient à chaque âge une fécondité égale à celle observée l'année considérée.
Indicateur de développement humain (I.D.H) : indicateur composite incluant le niveau de vie, la longévité et le savoir humain. Il permet d'apprécier quantitativement et qualitativement le développement d'un pays.
Indice des prix à la consommation : instrument statistique utilisé chaque mois par l'INSEE pour mesurer l'évolution du niveau général des prix, c'est-à-dire l'ensemble des prix des biens et des services consommés par les ménages.
Indice : Outil statistique de comparaison entre deux grandeurs économiques ou sociales par convention $I_d = 100$ et $I_{a/d} = [(V_a - V_d) / V_d] \times 100$.
Individualisme méthodologique : mode d'explication des phénomènes sociaux par la reconstruction des motivations des individus concernés par le phénomène en question, le phénomène social étant le résultat de l'agrégation des comportements individuels dictés par ces motivations (s'oppose à Holisme).
Individualisme . Développement de l'autonomie relative de l'individu dans les sociétés modernes (choix du conjoint, aménagement de l'espace privé, libre arbitre, etc.)
Industrialisation par substitution d'importations (ISI) : stratégie de développement autocentré visant à substituer une production nationale aux importations afin d'échapper à la dépendance tout en créant les conditions du développement.
Industrie manufacturière : industrie hors B.T.P, énergie et industries agro-alimentaires.
Industries industrialisantes : stratégie de développement autocentré fondé sur des pôles industriels destinés à provoquer des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie
Inégalité sociale : elle consiste en la répartition non uniforme, dans la population d'un pays ou d'une région, de toutes sortes d'avantages et de désavantages sur lesquels la société exerce une influence quelconque
Inégalités des chances : situation marquée par une disparité des conditions de départ dans la vie sociale des individus. Les probabilités d'accéder aux positions élevées de la société sont alors très différentes d'un groupe social à l'autre.
Inflation : hausse durable et généralisée de l'ensemble des prix
Infrastructure : selon K Marx, structure économique de la société. Il s'agit de la base économique dans laquelle les hommes produisent leur vie matérielle
Inné : Caractéristiques que l'on possède dès la naissance. Par extension : Ce qui est « naturel ». Les caractères innés, en appartenant au code génétique, peuvent se transmettre par hérédité (au sens biologique du terme). (opposé à acquis)
Innovation : application d'une invention ou d'une idée nouvelle au processus de production. Pour Schumpeter, il s'agit non seulement de produits nouveaux, mais aussi de nouveaux procédés de production, de nouveaux débouchés et de nouvelles organisations.
Innovation incrémentale : innovation majeure à l'origine d'une révolution industrielle
Insertion : processus de participation à l'échange international, reposant sur l'ouverture à l'extérieur et l'intégration au système monde, et permettant de tirer parti des avantages du libre-échange international.
Institution : forme établie et durable de pratiques et de normes sociales. Par exemple Le mariage, la famille, l'école définissent ce qui est socialement légitime et agissent comme des contraintes sur les individus.
Institutionnalisation des conflits : Mise en place de procédures, de règles, de normes destinées à organiser, canaliser, réguler les conflits et reconnues par les parties en conflit (droit du travail, conventions collectives...). Cette institutionnalisation est remise en cause par les déréglementations qui accompagnent la montée du libéralisme économique.
Intégration économique : c'est une union économique doublée d'une harmonisation de la politique monétaire, budgétaire, fiscale et de la réglementation sociale.
Intégration sociale : processus d'insertion des individus dans un même ensemble (collectivité ou société).
Intensité capitaliste : part du capital dans la combinaison productive, en concurrence avec la part du facteur travail.

Interaction : action réciproque des individus, définie par la façon dont «les individus cherchent à ajuster mutuellement leurs lignes d'actions sur les actions des autres perçues ou attendues.
Interactionnisme : Mouvement sociologique américaine vivace à partir des années soixante ; les auteurs qui s'en réclament partagent l'idée que la réalité sociale ne s'impose pas telle quelle aux individus ou aux groupes, mais qu'elle est en permanence modelée et reconstruite à travers les processus d'interaction. En cela ils s'opposent tant aux postulats (intégration fonctionnelle qu'aux méthodes fonctionnalistes (techniques quantitativistes) et privilégient les études monographiques fondées sur l'observation directe, <i>in situ</i> , voire, dans certains cas, l'observation participante.
Intérêt : revenu qui rémunère le service qu'un prêteur rend à un emprunteur en lui prêtant une somme d'argent appelée capital pour une certaine durée.
Intérim : Un salarié A (travailleur temporaire ou intérimaire) d'une société de travail temporaire B est mis à la disposition (pour un temps normalement limité) d'une société C. Le travailleur intérimaire peut être en CDD ou en CDI, à plein temps ou à temps partiel.
Internationalisation : Elargissement du champ d'activité d'une économie au-delà du territoire national. Ce ne sont plus les produits seuls qui se déplacent mais aussi les capitaux et les hommes
Invention : résultat d'une découverte L'invention peut être une technique, un procédé, une machine ou un produit nouveau.
Investissement : opération par laquelle une entreprise acquiert des biens de production venant renouveler ou accroître le stock de capital. Il peut s'agir d'une acquisition de biens d'équipement et de locaux (investissement physique) ou de différents types de services (investissement immatériel).
Investissement de capacité : investissement destiné à accroître la capacité de production
Investissement de portefeuille : prise de participation minoritaire dans une entreprise étrangère en vue d'en retirer un bénéfice financier.
Investissement de productivité (ou de rationalisation) : investissement motivé par la recherche d'une baisse des coûts unitaires résultant d'une économie de facteurs de production
Investissement de remplacement : investissement destiné à compenser les déclassements de biens de production.
Investissement direct à l'étranger : création d'entreprises à l'étranger, prises de participation dans des entreprises étrangères, opérations «prêts et avances » entre maison mère et filiales. L'investissement direct peut être générateur de croissance pour le pays d'accueil, à condition que celui-ci conserve une certaine maîtrise du processus, mais il comporte également le risque de la dépendance
Investissement immatériel : sommes consacrées aux dépenses de recherche et développement, de formation, de publicité, d'achat de brevets, de licences et de logiciels
Job Search (théorie du) : théorie d'inspiration libérale selon laquelle il existe un chômage de prospection dont la durée limitée par son coût.
Justice sociale : conception qui prône la recherche d'une plus grande équité dans la distribution des richesses
Keynésianisme (politique keynésienne) : Politiques anti-crise de relance par la demande, et plus largement politiques sociales et de plein emploi.
Krach : effondrement des cours des actions et des obligations sur le marché boursier ; sa durée est variable (plusieurs jours, plusieurs semaines, plusieurs mois) et le niveau antécédent des cours n'est pas retrouvé rapidement.
Laissez-faire : Formule qui exprime le principe du libéralisme interne (liberté d'entreprendre). La version complète (libéralisme interne et externe) est « Laissez faire les hommes et laissez passer les marchandises »
Législation : ensemble des lois concernant tel ou tel domaine.
Légitimité : qualité de ce qui est reconnu et accepté par les membres d'une société. Pour Max Weber, il existe trois formes de légitimité - reposant soit sur les traditions, soit sur le charisme, soit sur un ensemble de règles et de normes : l'autorité rationnelle-légale qui fonde chacune une forme particulière de pouvoir «le pouvoir traditionnel, le pouvoir charismatique et le pouvoir bureaucratique »
Libéralisme : doctrine qui affirme le caractère fondamental de la liberté individuelle dans les domaines politiques et économiques et qui cherche à limiter l'action et l'influence de l'Etat.
Libéralisme politique : Attitude qui respecte la liberté d'autrui en matière d'opinion, de conduite, s'oppose à autoritarisme, intransigeance.

Libéralisme économique : doctrine économique hostile à l'intervention de l'Etat dans le vie économique et sociale.
Libéralisme économique : doctrine préconisant la libre concurrence, la libre entreprise, le libre échange. La libre concurrence implique la réglementation pour empêcher la constitution de monopole tout en limitant l'intervention de l'Etat au strict minimum pour ne pas entraver le libre jeu de l'entreprise qui ne prend ses ordres qu'au marché dont les mécanismes sont supposés en mesure de réaliser l'intérêt général
Libéralisme politique : doctrine et système politiques reposant sur l'égalité civile des citoyens, la reconnaissance et la mise en œuvre des libertés publiques (liberté de réunion , d'opinion , d'information , d'association) ainsi que de la démocratie.
Libéralisme politique : doctrine qui défend la liberté des individus, la liberté politique, la liberté de conscience, la tolérance envers les opinions d'autrui.
Libéralisme : ensemble d'idées de doctrines de théories parfois très différentes, s'appliquant aux aspects de la vie de l'homme en société - tels que l'éthique, le politique, l'économique - qui sont fondées sur l'affirmation première du principe de liberté.
Libre-échange : pratique commerciale fondée sur la liberté des échanges internationaux et, en conséquence, sur la suppression de toute entrave commerciale (principe du «laissez-passer »).
Libre-échangeisme : doctrine libérale qui vise à supprimer toute entrave aux échanges internationaux.
Lien politique : ensemble des appartenances, des croyances et des pratiques qui invitent les citoyens à se réunir et à partager un destin commun. Dans les sociétés occidentales contemporaines, le lien politique est lié à l'adhésion aux valeurs démocratiques.
Lien social : ensemble des liens culturels, sociaux et économiques qui relient les individus dans leur vie quotidienne et assurent l'unité et la cohésion de la société
Liquidités : ensemble des moyens de paiement (billets de banques, dépôts bancaires ..)
Loi Auroux : de 1982 concerne l'obligation annuelle de négocier dans l'entreprise sur les salaires, la durée et l'organisation du travail.
Loi d'airain (des salaires : D'airain signifie implacable (l'airain est du bronze). L'expression a été inventée par le socialiste allemand Ferdinand Lassalle (1825-1864) pour caractériser le fait que le salaire se fixe en moyenne à un niveau qui ne dépasse pas ce qui est nécessaire à la subsistance et à la reproduction des travailleurs compte tenu des habitudes nationales. S'il dépasse ce niveau, la mortalité diminue ; l'augmentation de l'offre de travail qui s'ensuit fait baisser le salaire. Un mécanisme de sens contraire a lieu lorsque le salaire descend en dessous du salaire de subsistance.
Loi de l'offre et de la demande : constitue la loi fondamentale de l'économie de marché. La loi de la demande indique que le volume de la demande varie dans le sens inverse des prix ; la loi de l'offre indique que le volume de l'offre varie dans le même sens que les prix
Loi de la baisse tendancielle des taux de profits : selon K Marx, les capitalistes utilisent de plus en plus les machines (effet du progrès technique et du réinvestissement des profits dans l'acquisition de moyens de production toujours plus nombreux) ce qui se traduit par une suraccumulation du capital. Mais dans le même temps, la rentabilité des capitaux diminue car la plus-value, donc les profits, baissent en raison du remplacement des travailleurs par les machines.
Loi de population (ou loi De Malthus) : principe selon lequel la population augmente de façon géométrique (et donc rapidement 1,2,4,8,16) tandis que les moyens de subsistance augmentent de façon arithmétique (1,2,3, 4) ce qui conduit à la famine. Cette analyse s'appuie sur la loi des rendements décroissants concernant la terre. Pour Malthus seule la contrainte morale, c'est-à-dire la renonciation volontaire à la procréation pour les plus pauvres put éviter le développement de la population.
Loi de Wagner : émise à la fin du XIX ^e siècle par un économiste allemand . Les dépenses de l'Etat augmentent plus vite que la production . En effet l'amélioration des conditions de vie entraîne, un accroissement des dépenses consacrées à l'éducation ; le développement économique s'accompagne d'investissements très importants (infrastructures , recherche) que le secteur privé ne peut financer (rentabilité à court terme insuffisante) ; enfin la réglementation (dépenses d'administration générale) s'accroît avec l'industrialisation et l'urbanisation .
Loi d'Engel : loi édictée par l'économiste et statisticien allemand Ernst Engel (1821-1896), selon laquelle plus un individu, une famille ou un peuple sont pauvres, plus grand est le pourcentage de leurs revenus qu'ils doivent consacrer à leur entretien physique, dont la nourriture représente la part la plus importante ».

<p>Loi des débouchés de JB Say : expression de l'optimisme libéral selon lequel l'offre crée sa propre demande par les revenus qu'elle distribue. On la résume par la formule de Keynes «les produits s'échangent contre des produits » ce qui signifie que la monnaie est neutre et que l'équilibre est toujours réalisé entre l'offre et la demande.</p>
<p>Loi des rendements décroissants : loi de la théorie classique selon laquelle la production augmente à un rythme plus faible que celui du facteur variable. (Travail par exemple). Ainsi quand on augmente le nombre des personnes qui travaillent sur des terres en quantité limitée, la production supplémentaire devient de plus en plus faible. Car les terres utilisées sont de moins en moins fertiles. En fait les rendements sont d'abord croissants (sous l'effet du progrès technique).</p>
<p>Loi le Chapelier : décret de la constituante de 1791 qui interdit «les assemblées d'ouvriers et d'artisans ». La loi le chapelier proscrie ainsi les coalitions, tant ouvrières que patronales, mais ce sont surtout les premières qui étaient visées de Crainte qu'elles ne provoquent des augmentations de salaires. la loi le chapelier ne fut abrogée qu'en 1884</p>
<p>Luddisme : mouvement ouvrier d'origine anglaise qui s'opposait à l'introduction du machinisme dans l'industrie textile et caractérisé par le bris de machines souvent accompagné de grèves spontanées. Ce mouvement fut important dans le premier tiers du XIX^e siècle, surtout en grande Bretagne, mais également en France (révolte des canuts).</p>
<p>Lumpenprolétariat Pour les marxistes, frange du prolétariat trop misérable pour acquérir une conscience de classe et se rallier à la révolution prolétarienne.</p>
<p>Lutte des classes : concept central de l'analyse marxiste. Antagonisme entre classes sociales à partir d'intérêts contradictoires, et pouvant prendre la forme extrême de la guerre civile.</p>
<p>Macro-économie : Etude des phénomènes économiques envisagés au niveau global. Ainsi, l'étude de la consommation des ménages au niveau de l'économie française prise dans son ensemble relève de la macro-économie ;</p>
<p>Main invisible : métaphore d'A. Smith (<i>in La richesse des nations</i>) pour évoquer le mécanisme autorégulateur du marché de concurrence : en poursuivant son propre intérêt sans se soucier de l'intérêt général, l'individu contribue à la réalisation de cet intérêt général. Cette métaphore est ainsi une justification du libéralisme économique. Cette doctrine suppose que tous les individus sont égaux.</p>
<p>Maison mère : entreprise qui contrôle une ou plusieurs filiales d'un groupe, la maison mère est la tête du groupe</p>
<p>Malthusianisme : restriction volontaire des naissances par des moyens naturels proposée par Malthus pour améliorer l'équilibre entre la population et les moyens de subsistance.</p>
<p>Manichéisme Toute attitude qui oppose d'une manière absolue, souvent rigide et simpliste, le bien et le mal.</p>
<p>Manufacture : Etablissement industriel peu mécanisé.</p>
<p>Marché contestable : théorie développée par WJ Baumol proposant une conception large de la concurrence. Le degré de concurrence est fonction de la possibilité qu'ont les entreprises, non présentes sur le marché, d'y entrer et de contester la position acquise par les entreprises en place. c'est donc un allègement de la CPP qui subordonne la concurrence à la présence d'un grand nombre d'entreprises (hypothèse d'atomicité) .</p>
<p>Marché des changes : Lieu d'achat et de ventes des devises, c'est à dire des monnaies étrangères. La confrontation de l'offre et de la demande permet la détermination du prix d'une devise dans une autre (cours du change). Ce marché fonctionne en continu</p>
<p>Marché du travail : lieu fictif de rencontre entre la demande de travail (provenant des entreprises) et l'offre de travail (émanant des salariés).</p>
<p>Marché financier : lieu d'émission et d'échange des capitaux à long terme. (Principalement des actions et des obligations).</p>
<p>Marché monétaire compartiment du marché des capitaux où s'échangent des titres courts (bons du trésor ...) contre des liquidités (monnaie banque centrale) la banque centrale agit sur l'offre de monnaie . les institutions financières échangent leurs besoins et leurs déficits en liquidité (refinancement) . la rencontre entre l'offre et la demande détermine le taux de l'argent au jour le jour (taux d'intérêt d'un placement de 24 h) qui influence par la suite les autres taux débiteurs et créditeurs</p>
<p>Marché unique : depuis le 11, janvier 1993, caractérise la libre circulation des biens, des services, des hommes et des capitaux sur l'ensemble du territoire de l'union européenne</p>

Marché : Lieu de rencontre entre l'offre et la demande ou se déterminent le prix et les quantités
Marginalisation : état vers lequel tendent aujourd'hui un certain nombre de pays du tiers-monde qui se trouvent exclus, de fait, de l'échange international et du processus de mondialisation de l'économie, faute de développement. La marginalisation est à la fois commerciale et financière et pérennise le sous-développement.
Marginalisme : Courant de pensée fondé sur la théorie de l'utilité marginale et le raisonnement à la marge (Jevons, Walras 1870)
Marginalité : situation des individus exclus d'un groupe pour non-respect des normes, ou qui choisissent une attitude de retrait social.
Masse monétaire : ensemble des actifs liquide (c'est à dire susceptibles d'être utilisés dans les règlements de dettes) détenus par les agents économiques
Matérialisme historique : doctrine explicative de l'évolution des sociétés humaines fondée sur les caractéristiques matérielles c'est-à-dire économique, de ces sociétés.
Matérialisme : par opposition à l'idéalisme, doctrine affirmant le primat de la matière, de la nature sur l'esprit. La pensée est conçue comme un produit du monde réel.
Médiane : valeur du caractère qui partage en deux effectifs égaux la population statistique (par exemple 50% des salariés gagne plus que le salaire médian 50% moins).
Mercantilisme : doctrine et politique économique fondées sur la croyance à la prééminence des métaux précieux facteurs de puissance facteurs de la puissance des nations et qu'il convient d'accumuler grâce à des excédents commerciaux.
Méritocratie : signifie qu'avec l'égalité des chances il devient acceptable et normal que les meilleurs atteignent les meilleures places dans la société.
Messianisme : Croyance en l'avènement du royaume de Dieu sur la terre, dont le Messie sera l'initiateur. Par ext. Messianisme révolutionnaire. (Croyance en l'avènement inéluctable de la société communiste.
Micro-économie : Etude des phénomènes économiques (choix, décisions, etc.) envisagés au niveau individuel. Ainsi, l'étude du comportement de consommation d'un individu ou du comportement de production d'un entrepreneur relève de la micro-économie.
Mobilisation : processus qui conduit un ensemble de personnes ayant conscience de leur intérêt commun à s'organiser pour le défendre et le promouvoir.
Mobilité ascendante : mobilité qui s'effectue vers le haut de la hiérarchie sociale.
Mobilité descendante : passage d'une position supérieure à une position inférieure dans la hiérarchie sociale
Mobilité géographique : capacité des actifs à changer de lieu ou de région pour occuper un emploi.
Mobilité horizontale : mouvements de transfert entre secteurs professionnels
Mobilité intergénérationnelle : changement de position sociale entre générations
Mobilité intragénérationnelle : changement de position sociale au cours de la vie active d'un individu
Mobilité nette : mobilité sociale qui ne découle pas des changements structurels de la société (modification du poids de chaque PCS) et qui traduit, lorsqu'elle s'accroît, une réelle démocratisation de la société.
Mobilité professionnelle : capacité des actifs à changer d'emploi, parfois même de profession et de secteur économique.
Mobilité sociale : (sans autre précision), il s'agit généralement de la mobilité intergénérationnelle. Il y a mobilité sociale chaque fois qu'un individu occupe une position différente de celle de parents.
Mobilité sociale : (sans autre précision, il s'agit généralement de la mobilité intergénérationnelle). Il y a mobilité sociale chaque fois qu'un individu occupe une position différente de celle de parents.
Mobilité structurelle mobilité résultant des transformations de la population active
Mobilité verticale : mouvements entre des positions sociales hiérarchisées
Mode de production : Selon la théorie marxiste combinaison d'un certain niveau des forces productives et d'un type de rapports de production donné qui caractérise une société donnée à un moment de son histoire.
Mode de production antique : caractérisé selon K. Marx par l'esclavage
Mode de production capitaliste : repose sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, la concurrence entre entreprises sur le marché, la recherche du profit maximum . mais il se distingue surtout

<p>par l'existence du salariat qui assimile le travail des hommes à une marchandise qui peut être achetée et vendue.</p>
<p>Mode de production communiste : Projet de société marxiste caractérisé par la disparition des hiérarchies sociales, l'abolition de la propriété des moyens de production et de l'exploitation, la libre association des travailleurs, la destruction de l'appareil d'Etat.</p>
<p>Mode de production féodal : Selon K. Marx, il est défini par le servage. La société est divisée en deux camps antagonistes les seigneurs et les serfs.</p>
<p>Mode de production socialiste : Selon K. Marx phase de transition entre le capitalisme et le communisme dite phase inférieure du communisme. Elle est caractérisée par la socialisation des forces productives, le travail cessant d'être une marchandise, et par le dépérissement des classes et de l'Etat de dictature du prolétariat issu du prolétariat issu de la révolution.</p>
<p>Mode de vie : ensemble des conditions d'existence d'un individu. Il s'agit d'une notion qualitative incluant des éléments comme les conditions de travail, les pratiques culturelles, les habitudes de consommation.</p>
<p>Moins-value : perte résultant d'un prix de revente d'une action ou d'une obligation inférieur au prix d'achat</p>
<p>Mondialisation : élargissement de l'espace économique associé à la libéralisation des échanges. Elle débouche sur la perte d'autonomie des politiques économiques nationales. synonyme = transnationalisation.</p>
<p>Monétarisme : courant de pensée d'inspiration libérale dirigé par M. Friedman, qui met la monnaie au centre des théories et des pratiques économiques. La théorie quantitative de la monnaie indique que l'inflation est partout et toujours d'origine monétaire. Cette théorie préconise le désengagement de l'Etat et une politique de neutralité de la monnaie (adaptation de la quantité de monnaie aux besoins de l'économie).</p>
<p>Monnaie : ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques pour régler leur transaction</p>
<p>Monographie : étude descriptive (enquête par exemple) d'un phénomène restreint, La monographie apporte des précisions qualitatives indispensables que ne fournissent pas les techniques quantitatives d'analyse des faits sociaux</p>
<p>Monopole naturel : monopole qui découle des caractéristiques techniques de certaines activités économiques dont les coûts fixes sont très élevés de sorte que la production est caractérisée par des coûts marginaux décroissants.</p>
<p>Monopole : situation de marché dans laquelle une multitude de demandeurs est confrontée à un unique offreur</p>
<p>Mouvement ouvrier : ensemble des actions collectives des institutions et des idéologies développées par la classe ouvrière et plus généralement les travailleurs dans les sociétés industrielles. (syndicalisme, actions et partis politiques se réclamant de la classe ouvrière PC en particulier, orientation socialiste mâtinée parfois d'anarchisme et réformisme divers ;(dont celui inspiré par le catholicisme social)</p>
<p>Mouvement social : concept employé par A. Touraine : Ensemble d'actions, de conduites mettant partiellement ou globalement en cause l'ordre social et cherchant à le transformer. Les mouvements sociaux peuvent regrouper des classes, mais aussi des groupes d'âge, des minorités ethniques.</p>
<p>Moyennisation de la société : concept employé par H. Mendras pour décrire l'augmentation de la place des classes moyennes dans la structure sociale.</p>
<p>Multilatéralisme : il constitue un des principes fondateurs GATT : pas d'accord préférentiel entre deux coéchangistes qui soit étendu aux autres membres du GATT (clause de la nation la plus favorisée).</p>
<p>Multipartisme : un des fondements des régimes démocratiques un certain nombre de partis d'opinions différentes participent à la vie politique et aux stratégies démocratiques de conquête du pouvoir</p>
<p>Multiplicateur d'investissement : mécanisme keynésien par lequel une dépense nouvelle de l'Etat (par exemple, des investissements) engendre une hausse de la production (ΔY) supérieure à la dépense initiale (ΔI). ($\Delta Y = k \Delta I$) Le multiplicateur k a pour formule générale $k = 1/1-c$ c étant la propension marginale à consommer.</p>
<p>Multiplicateur transitionnel de population : coefficient par lequel est multipliée la population d'un pays ou d'un groupe de pays entre le régime ancien de la phase de transition démographique (forte mortalité, forte fécondité) et le régime moderne (faible mortalité, faible fécondité) ;</p>
<p>Nationalisation : acquisition par l'Etat d'une entreprise privée</p>

Néocolonialisme : mode de relation unissant encore les pays autrefois colonisés avec leur ancienne métropole et se caractérisant par une dépendance multiforme (économique, politique...) héritée du passé :
Néo-malthusianisme : par extension des principes malthusiens, le Néo-malthusianisme comprend toute politique de limitation des naissances.
Néo-taylorisme : adaptation du taylorisme à un nouveau contexte socio-historique (les principes demeurent, seules les modalités de leur application changent ; on maintient, par exemple, la séparation verticale entre ceux qui conçoivent ceux qui exécutent, mais le style de la relation de commandement évolue).
Népotisme : favoritisme à l'égard des parents et des proches.
Niveau de vie : notion quantitative qui se mesure par la somme des dépenses de consommation.
Nominal : en valeur
Norme : règle de conduite en société, définie en fonction des valeurs, à laquelle les individus sont censés se conformer.
Nouveaux classiques : Economistes «ultralibéraux » qui soutiennent que les politiques monétaires et budgétaires sont totalement inefficaces.
Nouveaux pays industrialisés (NPI) : pays du tiers-monde qui ont choisi une stratégie de développement par promotion des exportations de produits manufacturés. On y retrouve des pays asiatiques (Hong Kong, Taiwan, Singapour, Corée du Sud), mais aussi le Brésil, le Mexique. La liste n'est pas close et selon les auteurs ou les organismes, on y adjoint d'autres.
Offre de travail : notion économique désignant l'ensemble des actifs qui offrent leur travail.
Open market : technique d'intervention de la banque centrale qui consiste à acheter et à vendre des titres sur le marché monétaire pour agir sur les taux d'intérêt
Opinion publique : opinion du public telle qu'elle est mesurée par les sondages d'opinion ; le public correspond ici à une somme d'individus, isolés et sans liens les uns avec les autres.
Optimum de Pareto : Situation dans laquelle, on ne peut pas améliorer le bien-être d'un individu sans détériorer celle d'un autre. L'équilibre général en concurrence parfaite est un optimum de Pareto (c'est la référence à atteindre chez les néoclassiques).
Ordre : groupe social dans une stratification sociale rigide (moindre que le système des castes) et hiérarchisée selon l'honneur et la dignité, dont les membres ont des droits et des privilèges spécifiques.
Organisation du travail : agencement et coordination des postes de travail, en vue d'atteindre la productivité maximale.
Organisation mondiale du commerce (O.M.C) : organisation qui s'est substituée au GATT depuis 1995 et dont les objectifs sont d'assurer le respect des règles commerciales internationales, de surveiller et de réprimer les pratiques déloyales.
Organisation scientifique du travail (OST) : organisation du travail élaborée par F. W. Taylor puis développée par H. Ford, fondée sur une division verticale et horizontale du travail.
Paradoxe d'Anderson : démonstration statistique de la faible corrélation entre réussite scolaire et position sociale. L'acquisition d'un diplôme supérieur à celui de son père ne garantit pas au fils une position sociale plus élevée . Inversement l'échec scolaire ne conduit pas nécessairement à une position sociale inférieure
Parité des pouvoirs d'achat (théorie de la) : cette théorie que le taux de change d'une monnaie dans une autre est déterminé par le rapport des pouvoirs d'achat internes ($1 \text{ mac do} = 3\$ = 15 \text{ F} \Rightarrow 1 \$ = 15 / 3 = 5 \text{ F}$) L'évolution des taux de change serait donc déterminée par l'évolution relative du niveau général des prix (ou différentiel d'inflation)
Partage du travail : réduction de la durée du travail de chaque actif de façon à diminuer le chômage.
Participation : (au sens économique) détention de 10 à 50 % du capital d'une autre entreprise en dessous c'est un simple placement, au-delà l'entreprise est une filiale
Passager clandestin : stratégie rationnelle de l'acteur selon M Olson qui l'incite à vouloir profiter des gains de l'action collective sans en supporter les coûts.
Patrimoine de rapport : ensemble des biens possédés par un agent économique qui sont producteurs de revenus (biens immobiliers, actions , comte d'épargne etc.)
Patrimoine : ensemble des biens possédés par un agent. Comprend le patrimoine physique (logements, immeubles, terrains, matériel productif) le patrimoine incorporel (fonds de commerce, brevet d'invention)

et patrimoine financier (compter en banque, actions, obligations, épargne). Ce patrimoine est transmissible par donation ou par succession.
Pauvreté : situation des individus dépourvus de ressources considérées comme essentielles et vivant dans la précarité.
Pauvreté absolue : selon cette approche, sont considérées comme pauvres les personnes dont les revenus sont insuffisants pour acquérir un panier de biens correspondant au minimum vital. En France, le RMI constitue le critère de la pauvreté absolue.
Pauvreté relative : dans ce sens, les personnes pauvres sont celles dont le faible niveau de ressources les exclut des modes de vie minimaux du pays dans lequel ils vivent.(en France , personne dont le revenu est inférieur à 50% du revenu médian
Péréquation : réalignement des ressources ou des charges d'un secteur, d'une ville, d'un groupe ou d'une entreprise à l'autre.
Personnalité sociale : comportements d'un individu propres à un groupe ou à une société donnée, résultats de la socialisation, du partage de normes et de valeurs communes.
PIB (produit intérieur brut) : Agrégat de la comptabilité nationale fournissant une mesure de la production. PIB = somme des valeurs ajoutées
Placement financier : affectation de l'épargne ou de l'endettement à l'acquisition d'actifs financiers (actions , obligations , SICAV , censés apporter des gains sous forme de revenus (dividende , intérêt) ou de plus- value ;
Plafond de la sécurité sociale : limite supérieure de la base de calcul des cotisations sociales. pour un taux de 10 % si le plafond est fixé à 10000Fpar exemple pour les cotisations vieillesse le patron payera 10% de 10 000F soit 1000 F pour un salaire de 10000f, 12000 ou 40000F
Planification : ensemble d'orientations économiques et sociales à moyen terme que l'Etat propose aux entreprises et aux partenaires sociaux .
Plein-emploi : au sens large, il s'agit de l'utilisation maximale des facteurs de production (capital et travail) disponibles. Au sens strict, il s'agit de l'utilisation maximale de la main-d'œuvre disponible.
Plus-value boursière : gain résultant d'un prix de revente d'une action ou d'une obligation supérieur au prix d'achat
Plus-value : pour Marx, il s'agit de la différence entre les valeurs créées par l'emploi de la force de travail et la valeur de cette force de travail.
PMA (pays les moins avancés) : ensemble de pays défini par la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) à sa création, en 1964. Les 40 PMA ont un PNB par habitant très faible (inférieur à 500 \$ par an), un taux d'alphabétisation inférieur à 40 % et une contribution au PNB des industries manufacturières intérieures à 10 %.
PME/ petites et moyennes entreprises employant moins de 500 salariés.
Politique active de l'emploi : Vise à modifier les conditions de l'offre et de la demande sur le marché du travail : formation des actifs occupés ou des chômeurs, aide à la création d'emplois, meilleure circulation de l'information entre offreurs et demandeurs d'emplois, etc.,
Politique antinataliste : action des États visant, par des mesures incitatives et parfois coercitives, à faire baisser le taux de natalité pour peser sur l'évolution démographique.
Politique budgétaire : politique économique dont l'outil essentiel est le Budget de l'État, avec action sur les dépenses ou sur les recettes
Politique conjoncturelle : action de l'État visant à agir à court terme sur la situation économique et les grands équilibres (inflation, chômage, balance des transactions courantes, croissance économique).
Politique de l'emploi : Ensemble des interventions spécifiques qui permettent de réduire ou de rendre socialement moins intolérable le chômage. On distingue des politiques active et passive
Politique de la demande : politique de régulation économique d'inspiration keynésienne, fondée sur l'action sur la demande (consommation et investissement).
Politique de l'offre : politique de régulation économique d'inspiration libérale, fondée sur l'action en faveur des entreprises.
Politique de relance : politique visant à stimuler la croissance par l'augmentation de la demande de consommation et de la demande d'investissement des entreprises.
Politique de rigueur ou d'austérité : politique visant à juguler l'inflation par la rigueur salariale et par la

rigueur budgétaire et monétaire pour freiner la demande intérieure.
Politique de stabilisation : politique visant à lutter contre l'inflation et passant généralement par une réduction de la demande (baisse des dépenses publiques , augmentation des impôts) .
Politique des prix : intervention directe (par blocage, exemple) ou indirecte (par taxation, par exemple), visant à modifier l'évolution spontanée des prix.
Politique des revenus : intervention d'inspiration économique ou sociale visant à modifier la distribution des revenus. (SMIC, négociation avec le patronat et les syndicats, action par les prélèvements obligatoires).
Politique du taux de change : politique visant à apprécier ou à déprécier le taux de change d'une monnaie pour servir des objectifs macro-économiques. L'achat et la vente de devises ou de monnaie nationale en est le principal moyen.
Politique économique : ensemble des interventions de l'État en matière économique.
Politique industrielle : ensemble des mesures prises par l'État pour développer ou orienter l'industrie et plus largement l'ensemble de l'appareil productif.
Politique monétaire : politique visant à influencer sur l'évolution de la masse monétaire et les taux d'intérêt, et donc sur l'inflation, la croissance et le taux de change.
Politique monétariste : voir monétarisme
Politique nataliste : action des États visant, par des mesures incitatives, à faire augmenter le taux de natalité pour peser sur l'évolution démographique.
Politique passive de l'emploi : Politique visant à distribuer des revenus à ceux qui sont privés d'emploi ; indemnisation du chômage, financement des cessations anticipées d'activité («préretraites »)
Politique sociale : ensemble des actions de l'État qui visent à agir sur la situation sociale des individus et des groupes.
Politique structurelle : action de l'État visant à agir à long terme sur les caractéristiques fondamentales de l'économie (planification, nationalisation, politique industrielle...).
Politiques de changes : compartiment de la politique économique jouant sur la baisse (dévaluation) ou la hausse (réévaluation) du taux de change. . La dévaluation (dépréciation en changes flexibles) permet d'améliorer le solde extérieur par une baisse des prix des importations et une hausse des prix des importations. Les politiques de monnaie forte favorisent la désinflation
Population active : ensemble des personnes qui occupent un emploi ou qui recherchent effectivement un emploi.
Population sans emploi à la recherche d'un emploi (PSERE) : mesure du chômage effectuée par l'INSEE, reprenant les normes du BIT.
Post-taylorisme : dépassement du taylorisme par de nouvelles méthodes d'organisation du travail qui sollicitent l'initiative et l'implication des travailleurs qualifiés et polyvalents.
Pourcentage de répartition ou taux : Rapport entre deux nombres A (le total) et B (une fraction du total) destinés à les comparer. Le signe % ou le terme pour cent sont équivalent à une fraction dont le dénominateur serait 100. (25% = 25/100= 0.4) p= (A / B) X100.
Pouvoir : capacité d'imposer sa volonté en recourant éventuellement à des moyens coercitifs. C'est dans le cadre étatique que le pouvoir se manifeste avec le plus d'ampleur. Le pouvoir n'est cependant pas exclusivement politique. D'autres centres de pouvoir existent : pouvoir économique, pouvoir idéologique, pouvoir syndical
Pouvoir d'achat . Revenu en francs constants. Ou niveau de vie. Quantité de biens et de services qu'un revenu permet potentiellement de se procurer.
Pouvoir politique pouvoir souverain s'exerçant sur la société.
Prédestination : volonté de Dieu qui, par un décret éternel, destinerait chacune de ses créatures à être sauvée ou damnée, sans considération de sa foi ni de ses œuvres
Prélèvements dégressifs : prélèvement aggravant les inégalités le plafond de la sécurité sociale avantage les salaires les plus élevés
Prélèvements obligatoires : ensemble des impôts (directs et indirects) et des cotisations sociales(payées par les salariés et les employeurs) versés au trésor public et à la sécurité sociale.
Prélèvements progressifs : ont pour effet de réduire les inégalités de revenus primaires. C'est les cas de l'impôt sur le revenu, en effet plus le revenu est élevé, plus le taux appliqué est important.

Prélèvements proportionnels : prélèvement qui ne modifie pas la situation initiale des agents, puisque chacun voit diminuer une proportion égale de son revenu (10% par exemple)
Prestations sociales : versements d'une allocation à un individu lors de la réalisation d'un risque (allocations familiales, retraite, indemnités maladie, allocations chômage, RMI ...)
Price maker : le producteur est «faiseur de prix » : son poids sur le marché, sa capacité d'innovation lui permet d'imposer son prix de référence que les concurrents 'suiveurs adopteront.
Price taker : modèle de comportement des entreprises Ou le producteur est «preneur de prix », il adopte le prix tel qu'il s'établit sur le marché, s'il pratique un prix supérieur, il perd des parts de marché
Principe de population : voir loi de population.
Prise de participation : acquisition d'une partie du capital d'une entreprise par une autre.
Prise de participation : acquisition d'une partie du capital d'une entreprise par une autre.
Privatisation : vente par l'État d'une entreprise publique au secteur privé.
Prix constants : prix déflaté (divisé par l'indices des prix) calculé par rapport à une année de base généralement en indice .
Prix nominaux , ou prix courant : prix monétaires , inscrits lorsqu'ils sont observés à une date donnée
Prix relatifs :rapport entre deux biens considérés deux à deux .
Production : activité qui consiste à créer des biens et des services qui contribuent à satisfaire les besoins individuels ou collectifs ou à produire d'autres biens et services nécessaires à la production des entreprises.
Production marchande : production des biens et des services destinée à être vendue sur un marché
Production non marchande : services gratuits ou quasi gratuits réalisés avec des facteurs de production obtenus sur le marché.
Productivité du capital : mesure de l'efficacité productive du capital par le rapport valeur ajoutée/capital fixe.
Productivité du travail : mesure de l'efficacité productive du travail par le rapport valeur ajoutée/effectifs employés.
Productivité marginale : production supplémentaire d'une entreprise liée à l'utilisation d'une unité supplémentaire d'un facteur de production (une machine, un salarié).
Productivité : mesure de l'efficacité productive d'un ou de plusieurs facteurs de production, calculée en rapportant la quantité produite à la quantité de facteur utilisée.
Produit intérieur brut (PIB) : agrégat de la Comptabilité nationale fournissant une mesure de la production. Somme des valeurs ajoutées + TVA grevant les produits + droits de douanes nets de subventions à l'importation.
Produit national brut (PNB) : agrégat de la Comptabilité nationale mesurant la production d'une économie nationale incluant les flux internationaux correspondant à la rémunération des facteurs de production. On passe du PIB au PNB en ajoutant les revenus des facteurs versés par le reste du monde et en retranchant les revenus des facteurs versés au reste du monde.
Professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) : outil de classement de la population en un nombre restreint de grandes catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale ; les critères de classement sont la profession, la position dans la hiérarchie professionnelle, le statut et le secteur d'activité.
Profit : excédent des recettes sur les coûts et rémunération du capital. Synonyme de bénéfice ou de marge en comptabilité nationale, il est évalué par l'EBE.
Programme d'ajustement structurel (PAS) : programme économique d'inspiration libérale, imposé par le F.M.I. aux pays en développement désireux de résoudre leur problème d'endettement. Les PAS sont destinés à assainir la situation économique par la rigueur monétaire et financière et à faire fonctionner l'économie selon les lois du marché. L'ajustement structurel a un effet récessif et comporte des conséquences sociales néfastes, parfois responsables de soulèvements populaires.
Progrès technique : Ensemble des innovations qui améliorent l'efficacité de la combinaison productive. Au sens large il désigne l'ensemble des savoirs techniques et organisationnels qui permettent d'accroître la richesse produite.
Progrès technique : ensemble des innovations qui améliorent l'efficacité de la combinaison productive.
Progressivité : caractère d'un impôt dont le taux de prélèvement s'accroît avec l'augmentation du revenu.

Prolétariat : au sens marxiste, ensemble des travailleurs qui ne possèdent que leur force de travail et la mettent à la disposition des propriétaires des moyens de production moyennant le versement d'un salaire.
Propension marginale à consommer : part du revenu supplémentaire qui est consacrée à un supplément de consommation.
Propension moyenne à consommer : part du revenu d'un ménage ou de l'ensemble des ménages qui est consacrée à la consommation.
Protection sociale : couverture des Principaux risques sociaux (maladie, vieillesse, chômage...).
Protection sociale : institutions et mécanismes assurant des revenus aux individus subissant des risques sociaux (maladie, famille, vieillesse et chômage).
Protectionnisme éducateur : moyen de protéger les "industries dans l'enfance" selon F List. en effet ces industries ne peuvent pas lutter à armes égales avec les industries des pays plus développés (rôle des économies d'échelle) et pour éviter leur blocage ou leur disparition, il faut les mettre un temps à l'abri de la concurrence .
Protectionnisme : pratique (et théorie) économique visant à protéger l'économie nationale de la concurrence internationale au moyen de barrières tarifaires (droits de douane) ou non tarifaires (contingentements, réglementations, normes...). Ce sont les obstacles non tarifaires qui constituent aujourd'hui l'essentiel des conflits commerciaux dans le monde.
Protestantisme (doctrine) : Au point de vue doctrinal, le protestantisme réduit l'orthodoxie à quelques thèmes : le salut par la foi en Jésus-Christ, (et non par les œuvres, ni par la médiation de la Vierge et des saints) la prépondérance de l'Écriture (lieu privilégié de la parole de Dieu) sur les prescriptions de la hiérarchie et, par conséquent, la participation de tous les fidèles, inspirés par l'Esprit-Saint, Il en résulte une simplification du culte (puisque le salut vient de la foi seule, les sacrements n'en étant plus qu'un symbole) et de l'organisation ecclésiale (puisque l'ensemble des fidèles constitue le sacerdoce universel, la hiérarchie devient un simple ministère au service de la communauté).
PSERE (chômage au sens du BIT) : personnes sans emploi à la recherche d'un emploi. C'est l'indicateur de chômage de l'INSEE mesuré par l'enquête Emploi qui a lieu tous les ans au mois de mars.
Psychologie sociale : science ayant pour objet les comportements interindividuels et les groupes restreints dans leur environnement.
Public choice : école américaine (J Buchanan) qui cherche à expliquer en économie les facteurs de la croissance de l'Etat . Ce dernier augmente les dépenses pour satisfaire les nombreux groupes de pression politiquement importants. L'offre et la demande de l'Etat ne correspondent donc ni à l'intérêt général ni à un optimum économique.
Puritain : le puritanisme caractérise à l'origine les protestants attachés à une interprétation pure, a la lettre », de fa Bible. Par extension, un puritain est favorable à une application stricte de ses principes religieux.
Qualification : On distingue la qualification de l'emploi et la qualification du travailleur. La première correspond aux compétences pour occuper un poste de travail ou une fonction déterminée : aptitudes, expérience, connaissances éventuellement sanctionnées par des diplômes. la deuxième à l'ensemble des savoirs et des savoir-faire que maîtrise un actif
Quartile : valeurs du caractère observé qui partagent l'effectif entre quatre parties égales .
Quintile : valeurs du caractère observé qui partagent l'effectif entre cinq parties égales.
Rapport interdécile : coefficient multiplicateur mesurant la dispersion des revenus entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres.
Rapport social/ rapports sociaux : relation sociale entre les individus ou les groupes ; lorsque cette relation dérive de leurs positions dans la structure sociale (par exemple le rapport salarial.)
Rapports sociaux de production : Selon la théorie marxiste , relations établies entre les hommes pour produire, correspondant à un certain niveau de développement des forces productives dont ils constituent une des composantes. Dans les sociétés de classes apparaissaient des rapports sociaux de production antagoniques (esclaves / maîtres ;serfs /seigneurs ; prolétaires / capitalistes)
Rationalisation (Max Weber) : Recherche d'organisations les plus efficaces dans la gestion de l'Etat (bureaucratie), celles des entreprises (taylorisme par exemple), les partis politiques (naissance des grandes organisations)
Rationalité (sens économique) : , logique qui guide les choix d'un individu cherchant à atteindre un objectif

<p>au moindre coût en fonction de contraintes données. Cette logique économique est censée guider les choix des individus. L'homo-oeconomicus est un modèle d'être rationnel dont les comportements (de consommation, d'épargne...) sont guidés par la recherche de la satisfaction maximale au moindre coût en fonction de ressources et de contraintes données.</p>
<p>Rationalité (sens sociologique) : désigne un ensemble de motivations qui guident les choix des individus au-delà du seul calcul économique. Max Weber distingue quatre type-idéaux de rationalité qui fondent quatre formes d'action des individus : l'activité rationnelle par finalité (motivée par la rationalité au sens économique), l'activité rationnelle liée à des valeurs, l'action émotionnelle et l'action traditionnelle.</p>
<p>Récession : diminution de courte durée (un an tout au plus) de la production nationale.</p>
<p>Recherche et développement (R&D) : ensemble des activités privées ou publiques qui, de la recherche fondamentale à la recherche appliquée, débouchent sur l'invention et l'innovation au sein de l'entreprise. Selon l'INSEE, la R&D comprend :</p> <p>La recherche fondamentale : acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière,</p> <p>La recherche appliquée : acquisition de nouvelles connaissances dirigées vers un but ou un objet déterminé ;</p> <p>Le développement expérimental : travaux systématiques fondés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer des produits nouveaux, d'établir de nouveaux procédés, d'améliorer ceux qui existent déjà.</p>
<p>Redéploiement : stratégie de modification de structure d'une entreprise ou d'un apparent productif lui permettant de s'adapter aux nouvelles conditions de l'économie nationale ou internationale.</p>
<p>Redistribution : action par laquelle l'État, au moyen de prélèvements fiscaux ou parafiscaux, réalise un transfert de ressources d'une partie de la population vers une autre.</p>
<p>Réduction du temps de travail : politique de réduction de la durée hebdomadaire du travail dans le but de partager l'emploi.</p>
<p>Réforme : mouvement religieux du XVI^e siècle à l'origine du protestantisme, qui voulait ramener la religion chrétienne à sa forme primitive. Calvin et Luther sont les deux principales figures de la réforme.</p>
<p>Régime autoritaire : forme de régime politique (souvent de parti unique) reposant sur la détention du pouvoir par une minorité qui décide seule des intérêts de la nation et use de moyens coercitifs pour imposer ses vues.</p>
<p>Régime bureaucratique : régime politique au sein duquel les fonctionnaires occupent une place démesurée et exercent un pouvoir important.</p>
<p>Régime de change fixe : système dans lequel la parité des monnaies est définie de façon officielle entre les autorités monétaires des pays membres du système.</p>
<p>Régime de change flottant : système dans lequel le cours des monnaies fluctue librement sur le marché des changes en fonction de l'offre et de la demande.</p>
<p>Régime démocratique : régime politique permettant au peuple de prendre en charge ses intérêts soit directement, soit indirectement (élection de représentants)</p>
<p>Régulation fordiste : régime d'accumulation fondé sur la production et la consommation de masse. Les gains de productivité obtenus grâce au taylorisme à la mécanisation et à la concentration permettent la progression régulière du pouvoir d'achat. (Influence des syndicats). Cette progression associée aux interventions de l'État providence est à l'origine de la consommation de masse</p>
<p>Régulation sociale : Processus par lequel un système social parvient à se reproduire dans le temps en conservant l'essentiel de ses caractéristiques structurelles par delà les crises qui l'affectent.</p>
<p>Rendement boursier : revenu d'une valeur mobilière rapporté à son cours boursier.</p>
<p>Rendements constants : absence d'économie d'échelle.</p>
<p>Rendements croissants : se dit d'une combinaison productive qui engendre des économies d'échelle. L'augmentation des quantités produites permet de réduire le coût par unité produite.</p>
<p>Rendements décroissants (loi des) : loi de la théorie classique selon laquelle la production augmente à un rythme plus faible que celui du facteur variable. (Travail par exemple). Ainsi quand on augmente le nombre des personnes qui travaillent sur des terres en quantité limitée, la production supplémentaire devient de plus en plus faible. car les terres utilisées sont de moins en moins fertiles. En fait les rendements sont d'abord croissants (sous l'effet du progrès technique).</p>
<p>Rentabilité économique : indicateur de rentabilité de l'entreprise, mesuré par le taux de rentabilité</p>

économique (EBE / Capital engagé (capitaux propres + capitaux empruntés). C'est donc une mesure de la performance de l'investissement indépendante de son mode de financement.
Rentabilité financière : s'intéresse au profit conservé par le propriétaire de l'entreprise (après paiement des emprunts) rapporté aux fonds immobilisés dans l'entreprise on évalue son taux par le rapport (EBE - intérêts versés / capitaux propres) X 100. (Taux de profit du point de vue de l'actionnaire)
Reprise : point de retournement du cycle économique ouvrant une nouvelle phase de croissance
Reproduction sociale (théorie de la) : chez le sociologue P. Bourdieu, cette notion désigne la tendance du système social à se perpétuer. L'école, en adéquation avec les valeurs de la classe dominante, contribue au maintien des inégalités et donc la reproduction du système.
Réseau (en sociologie) : liens de nature amicale, professionnelle ou politique tissés entre des individus au sein ou en marge des ensembles organisés . En ce sens, un réseau est une configuration de relations interpersonnelles non réductible aux statuts officiels de ses membres. ils peuvent être affinitaires (reposant sur des valeurs partagées plus que sur des fonctions utilitaires « piston ») , se situer dans la sphère du pouvoir , ou dans la mouvance contestataire. Ils peuvent même se constituer à distance par sites Internet ou le courrier électronique
Retraite par capitalisation : système de retraite fondé sur l'épargne individuelle, par opposition au système de répartition.
Retraite par répartition : Système dans lequel les actifs cotisent pour payer les pension de retraite. Ce système repose sur le principe de solidarité entre les générations.
Revenu disponible : total des revenus perçus (transferts de la sécurité sociale inclus), nets de cotisations sociales et d'impôts sur le revenu.
Revenu du patrimoine : on distingue les revenus de patrimoine domestique (loyers), les revenus du patrimoine professionnel (rendement du capital des professions indépendantes) et les revenus du patrimoine de rapport (intérêts dividendes, revenus de la terre)
Revenu minimum d'insertion (RMI) : allocation accordée à toute personne résidant en France âgée de plus de 25 ans (2375F pour une personne seule en 1996), destinée à faire face à ses besoins fondamentaux et à favoriser son insertion sociale ou professionnelle.
Revenu primaire : revenus des agents économiques qui sont reçus en rémunération des facteurs de production (travail, capital).
Revenus mixtes : revenus de l'activité non salariée. Ils proviennent en effet de l'emploi simultané de deux facteurs de production, le travail et le capital utilisé dans son activité.
Révolution industrielle : Ensemble des mutations économiques et sociales marquant, en Grande -Bretagne à la fin du XVIII ^e siècle et dans d'autres pays ensuite, le passage d'une économie rurale à une économie industrielle et capitaliste.
Révolutions industrielles ou techniques : périodes marquées par des innovations techniques fondamentales bouleversant les méthodes de production et d'échanges dans les sociétés industrielles. leur périodisation et leurs caractéristiques ne font pas l'unanimité. on peut cependant dresser le tableau suivant
Rigidité sociale (immobilité sociale) : il y a rigidité sociale lorsqu'un individu occupe la même position sociale que ses parents.
Risques sociaux : évènements qui ne sont pas dus aux individus eux-même et qui conduisent à une à une perte de revenus
Rites : pratique codifiée de la vie collective répondant à des règles strictes souvent à caractère symbolique. Ils touchent de nombreux aspect de la vie sociale des individus (cérémonies rituelles, règles de politesse...). Généralement, on distingue deux types de rites : les rites séculiers «(relatifs à un contexte religieux ou magique) et les rites profanes (extra religieux).
Rôle : ensemble des comportements spécifiques d'une société à une époque donnée qui sont attendus d'un individu occupant une position sociale déterminée. Un même individu peut occuper plusieurs positions sociales (et donc avoir autant de rôles) en fonction des situations dans, lesquelles il entre en relation avec d'autres individus.
Rotation des postes : les salariés peuvent occuper successivement plusieurs postes de travail différents.
Salaire aux pièces : rémunération lié au rendement de chaque salarié .
Salaire brut : salaire net + cotisations sociales.
Salaire de subsistance : salaire qui assure juste la survie des travailleurs , c'est-à-dire l'entretien et la

reproduction de leur force de travail .

Salaire de subsistance ou salaire naturel : salaire qui assure juste la survie des travailleurs.

Salaire médian : salaire au-dessous duquel se situe 50% de la population. L'autre moitié gagne davantage.

Salaire minimum : voir SMIC

Salaire net : salaire de base et primes effectivement perçues par le salarié, net des cotisations sociales.

Salaire nominal : rémunération du salarié, en unités monétaires courantes (francs ou dollars courants).

Salaire réel : pouvoir d'achat du salaire nominal, autrement dit quantités de biens et de services qu'il est possible d'acheter avec ce salaire. $\text{indice du salaire réel} = \text{indice du salaire nominal} / \text{indice des prix à la consommation}$.

Salaire : rémunération versée à un salarié par son employeur.

Salaires d'efficience (théorie des) : théorie d'inspiration libérale qui inverse le sens de la relation néoclassique entre productivité et salaire. Un salaire plus élevé incite le salarié à augmenter sa productivité (il est d'autant plus motivé qu'il pense ne pas pouvoir retrouver ailleurs un tel salaire).

Salariat : Situation dans laquelle un individu reçoit de son employeur public ou privé, une rémunération forfaitaire, le salaire, en contrepartie du temps de travail fourni.

Sanction : Réaction conséquente au jugement porté sur un comportement. Elle peut être négative (pour dissuader) ou positive (pour renforcer). Le respect des normes par un individu donnant lieu à une reconnaissance des autres membres du groupe sous forme de gratifications, récompenses, éloge. ...

Secteur d'activité : Regroupement d'activités économiques. La classification de C Clark décrit trois grands secteurs : primaire (agriculture, pêche, mines), secondaire (industrie de transformation, bâtiment et travaux publics ; tertiaire (services, commerce, transports, communication).

Secteur informel (ou économie souterraine) ensemble des activités économiques qui ne donne lieu à aucun versement de cotisations sociales ou d'impôts. recouvre des activités licites (travail au noir) et illicites (prostitution, trafic de drogue, racket).

Secteur primaire : ensemble des activités économiques productrices de matières premières, notamment l'agriculture et les mines (INSEE).

Secteur public : Au sens étroit, ensemble des activités publiques du secteur marchand, concurrentiel ou non . Au sens large, ensemble des activités des administrations publiques et des entreprises publiques

Secteur secondaire : ensemble des activités économiques correspondant à la transformation des matières premières en biens productifs ou en biens de consommation (INSEE).

Secteur tertiaire : ensemble des activités produisant des services comme le commerce, les banques, les assurances, l'hôtellerie, le secteur de la santé, etc. (INSEE).

Sécularisation : processus selon lequel un nombre de plus en plus considérable d'activités se développent en dehors du champ religieux.

Sécurité sociale : ensemble des administrations dont l'objet est le versement de prestations sociales à partir des cotisations provenant des assurés. elle est composée des caisses nationales d'assurance maladie (CNAM) vieillesse, (CNAV), familiale (CAF) et chômage (ASSEDIC).

Segmentation du marché du travail : voir dualisme.

Séparation des pouvoirs : théorie due à Montesquieu, préconisant de diviser les pouvoirs politiques (exécutif, législatif et judiciaire) afin de le répartir entre les autorités qui se contrôlent et s'équilibrent mutuellement.

Service marchand : produit immatériel vendu sur le marché.

Service non marchand : produit immatériel proposé par une administration et financé indirectement par des prélèvements obligatoires et des contributions volontaires.

Service public à la française : désigne les entreprises publiques disposant d'un monopole et qui sont gérés en fonction de critères politiques (égalité, continuité, primauté de l'intérêt général devant les intérêts particuliers).

Service. Produit immatériel de l'activité économique dont la production et la consommation sont simultanées.

Services publics : au sens strict, partie du secteur public fournissant des biens collectifs. Plus largement on parle de service public à la française pour désigner les entreprises publiques disposant d'un monopole et qui sont gérés en fonction de critères politiques (égalité, continuité, primauté de l'intérêt général devant

les intérêts particuliers).

Services publics : au sens strict, partie du secteur public fournissant des biens collectifs .

SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance remplace en 1970 le SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) qui datait de 1950. il est destiné à garantir aux salariés ayant les plus faibles rémunérations un salaire horaire minimum et une progression du pouvoir d'achat proche de celle de la moyenne des salariés.

SMIC : Salaire minimum interprofessionnel de croissance destiné à garantir une rémunération horaire minimum et une progression de leur pouvoir d'achat proche de celle de la moyenne des salariés. Certains libéraux jugent qu'il est responsable du chômage.

Sociabilité : ensemble des relations qu'une personne entretient avec les autres. (Relations de voisinage, réseau de relations, invitations et réceptions lieux de fréquentation).

Socialisation : ensemble des mécanismes par lesquels les hommes font l'apprentissage des rapports sociaux et assimilent normes, valeurs et croyances.

Socialisme : Selon K Marx phase de transition entre le capitalisme et le communisme dite phase inférieure du communisme. Elle est caractérisée par la socialisation des forces productives, le travail cessant d'être une marchandise, et par le dépérissement des classes et de l'Etat de dictature du prolétariat issu du prolétariat issu de la révolution .

Socialisme utopique : floraison de projets qui, hors de l'Etat organisent l'égalité et la fraternité dans des communautés modèles (saint Simon, Fourier, Owen)

Société (en sciences sociales) : Communauté organisée d'individus réunis par l'échange et la coopération.

Société à responsabilité limitée : catégorie de société anonyme ; les associés (au moins 2 au plus 50) ne sont responsables des dettes de la société que dans la limite de leurs apports (50000 F minimum) mais ils peuvent céder leurs parts sans le consentement des autres sociétés .

Société anonyme : société de capitaux qui doit être composée d'au moins 7 personnes, chaque associé n'étant responsable que dans le cadre du capital qu'il a apporté, et qui se concrétise par une ou plusieurs actions .

Société postindustrielle : société où les activités de services prennent une part prépondérante dans la production et l'emploi. (Notion introduite par R Aron) cette société serait marquée par la prédominance du savoir comme source d'innovation et de pouvoir.

Société programmée : société postindustrielle dans le vocabulaire d'A Touraine .

Société (en économie) : entreprise appartenant à plusieurs propriétaires nommés associés qui mettent en commun des valeurs ou des biens en vue de se partager les bénéfices (ou les pertes).

Sociétés de capital risque : sociétés collectant des fonds et les plaçant en capital dans des sociétés de hautes technologies innovantes. Elles prennent donc une part active à leur gestion et se rémunèrent en plus value quand l'entreprise a réussi à se développer.

Sociologie objectiviste : sociologie influencée par E Durkheim qui considère que les faits sociaux, (faits collectifs) sont extérieurs aux individus. Par conséquent, il convient de les étudier comme des choses, sans se préoccuper des motivations personnelles des individus qui les accomplissent.

Sociologie subjectiviste : les phénomènes sociaux sont examinés à partir de la signification que les individus donnent à leurs actions (sociologie de M Weber par exemple).

Sociologie : science étudiant l'action des individus par référence au contexte social.

Sociologie comparative : comme celle de Tocqueville reposant sur une étude comparée des valeurs et des représentations des acteurs sociaux, entre deux pays ou deux époques.

Sociologie compréhensive : démarche sociologique de M Weber pour qui la sociologie est une science dont l'objet est de comprendre par interprétation l'activité sociale, pour ensuite expliquer causalement le développement et les effets de cette activité.

Sociologie de l'intégration : sociologie préoccupée par la cohésion de la société, des institutions et des valeurs qui contribuent à son équilibre, des facteurs et des situations qui signalent les défauts de l'insertion des individus dans une collectivité .

Sociologie de la domination : sociologie qui accorde une grande importance aux situations hiérarchiques et aux positions de pouvoir dans la société. Elle montre par exemple comment les classes sociales se reproduisent (P Bourdieu...).

Sociologie explicative : démarche d'E Durkheim qui cherche à expliquer causalement la réalité sociale .

Solde migratoire : différence entre les entrées et les sorties de population sur un territoire.
Solidarité : aide mutuelles entre les individus.
Solidarité mécanique : selon Durkheim elle relie des hommes des sociétés traditionnelles, peu différents les uns des autres et qui participent à une même culture faite de croyances communes et de sacré .
Solidarité organique : selon E Durkheim elle relie les hommes des sociétés modernes, relativement différenciés les uns des autres, pratiquant la division du travail et qui sont socialisés par des institutions intégratrices qui leur confèrent un sens moral qui les guide et les orientent
Somme des naissances réduites (ou indice synthétique de fécondité ou indicateur conjoncturel de fécondité) : somme des taux de fécondité par âge observés sur une année donnée.
Sous -emploi (au sens du BIT) ensemble des personnes travaillant involontairement moins que la durée normale du travail dans leur activité et qui sont à la recherche d'un travail supplémentaire, ou disponibles pour un tel travail.
Sous-culture /sub-culture : Ensemble de valeurs, de représentations et de comportements, propres à un groupe social ou à une entité particulière, par opposition au système culturel de la société globale. (Culture ouvrière, religieuse, régionale, juvénile, de minorités ethniques.)
Sous-développement : état d'un pays n'ayant pas encore atteint le niveau des économies urbaines et industrielles occidentales .
Sous-emploi (au sens du BIT) : ensemble des personnes travaillant involontairement moins que la durée normale du travail dans leur activité et qui sont à la recherche d'un travail supplémentaire, ou disponibles pour un tel travail.
Sous-emploi : au sens large, il s'agit de la sous-utilisation des facteurs de production (travail et capital). Au sens strict, il s'agit de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (chômage, précarité, temps partiel).
Sous-traitance : situation d'une entreprise qui produit des biens et des services intermédiaires qu'elle vend à une ou plusieurs autres entreprises. Les entreprises sous-traitantes sont souvent des PME économiquement dépendantes de grosses entreprises.
Spécialisation : répartition des activités productives entre les différentes économies.
Stagflation : situation conjoncturelle associant une stagnation du volume de la production et une hausse rapide des prix.
Stagnation : absence durable de croissance de la production nationale.
Statut (Status) : Au sens large, position occupée par un individu sur l'une des dimensions du système social (par exemple la profession, le sexe, l'âge etc...). Au sens restreint employé par M Weber, place occupée par un individu dans une hiérarchie de prestige. Au sens de L'INSEE, position juridico-économique occupée par un actif (salarié, indépendant)
Stigmatisation : marquage d'un individu par des institutions ou des groupes. Elle intervient au terme d'un processus de rejet ou d'abandon. Notion essentielle chez le sociologue Erving Goffman
Strate sociale : groupe social dans une société sans hiérarchie officielle et juridique, dont les membres sont définis et classés à partir d'un ou plusieurs critères (revenu, lieu de résidence... il existe une continuité d'une strate à l'autre (se différencie de classe sociale).
Stratégie de créneaux : volonté de spécialiser l'appareil de production dans des produits ou groupes de produits porteurs.
Stratégie de filières : stratégie qui consiste à maîtriser tous les maillons de la chaîne de production, de la matière première au produit fini.
Stratification sociale : Ensemble des différenciations sociales associées aux inégalités de richesses, de pouvoir, de savoir, de prestige et déterminant la division de la société en groupes de droit ou de fait. Les théories de la stratification considèrent que les différences entre groupes sociaux ne sont que de degrés. Ils s'opposent en cela à l'analyse marxiste des classes
Structure sociale : au sens large, répartition de la population en groupes sociaux, c'est-à-dire en catégories présentant un certain degré d'homogénéité sociale. Certains auteurs, pour différencier cette notion de celle de stratification sociale, définissent la structure sociale comme l'ensemble des groupes qui organisent la société, qui lui confèrent une dynamique propre. Dans ce cas, la structure sociale renvoie à la notion de classe.
Substituabilité des facteurs de production : ces derniers sont substituables lorsque plusieurs combinaisons productives sont possibles. On peut choisir d'utiliser plus ou moins de capital et plus ou moins

de travail pour produire la même quantité.

Succession : transmission d'un patrimoine d'une personne décédée à une ou plusieurs personnes. ces derniers doivent payer des droits de succession sur la valeur de ce qu'ils reçoivent.

Superstructure : éléments structurels d'une société qui s'élèvent au-dessus de la base économique et sont déterminés par elle (État, droit, idéologie..) selon K Marx.

Surtravail : temps effectué au-delà du travail nécessaire à la production et à l'entretien de la force de travail.

Syndicats professionnels : associations assurant la représentation et la défense des intérêts moraux et matériels d'une même profession.

Synergie : effet consécutif à la combinaison d'éléments qui permet d'obtenir un résultat global supérieur à l'efficacité de chacune des parties.

Système monétaire européen (S.M.E.) : constitué en 1978, il est le prolongement du Serpent monétaire européen mis en place en 1972 après le quasi-abandon du régime international de changes fixes. Ce système se caractérise par la création d'une nouvelle unité monétaire, l'ECU, par la mise en place d'un mécanisme de change et d'intervention, et par la création d'un Fonds européen de coopération monétaire (FECOM), visant à financer des prêts aux pays membres.

Système monétaire international (S.M.I.) : ensemble de règles qui assure l'existence d'un étalon de référence, de liquidités internationales en quantité suffisantes et d'un système de change prévoyant les modalités selon lesquelles les cours des monnaies peuvent varier entre eux.

Table de mobilité : instrument de mesure qui permet d'apprécier et d'analyser la mobilité ou l'immobilité sociale.

TABLEAU DES RÉVOLUTIONS INDUSTRIELLES OU TECHNIQUES

	Période	Inventions et innovations majeures	Innovations dérivées effets d'entraînement
I ^{re} , révol. industrielle	fin XVII ^e -début XIX ^e	Machine à vapeur Machinisme et mécanisation	Métallurgie Boom de l'industrie textile (révolution cotonnière)
Révolution ferroviaire	1840-1870	Locomotive Rails en acier	Transports ferroviaires Sidérurgie
2 ^e révol, industrielle	fin .XIX ^e - début XX ^e	Moteur électrique Moteur à explosion pétrolel	Électromécanique Automobile Industries chimiques
«Révolution scientifique et technique»	lendemain de la Deuxième Guerre mondiale	Électronique Physique nucléaire Chimie de synthèse	Énergie nucléaire Textiles synthétiques
3 ^e révol. industrielle ou révol. informatique	à partir des années soixante-dix	Microélectronique informatique Révolution biologique»	Bureautique, télématique, robotique et automatisation Biotechnologies

Tactique d'action : politique qui consiste, pour l'État, à prendre directement en charge les activités productives grâce au secteur public ou aux commandes publiques.

Tactique d'environnement : politique qui consiste à orienter l'appareil de production en accordant des conditions favorables à certaines activités.

Taux brut d'activité : rapport entre la population active et la population totale.

Taux d'épargne : nationale = (épargne / PIB) X100 - des ménages (épargne brute / revenu disponible brut) - des entreprises (épargne brute / valeur ajoutée) X100 (pourcentage du revenu qui n'est pas consommé.

Taux d'équipement des ménages : rapport entre le nombre de ménages disposant d'un bien durable (automobile, électroménager) et le nombre total des ménages multiplié par 100.

Taux d'intérêt : Rémunération du capital versé par l'emprunteur au prêteur. Fixé comme un pourcentage du capital prêté.

Taux d'intérêt nominal : intérêt dont le taux est fixé lors de la conclusion du contrat c'est comme le port-salut c'est écrit dessus

Taux d'intérêt réel : intérêt qui tient compte de l'évolution des prix. Indice du taux d'intérêt réel = indice

du taux d'intérêt nominal / Indice des prix. Prix du capital tenant compte de l'évolution des prix
Taux d'investissement : Rapport entre l'investissement brut (FBCF au niveau national) et la valeur ajoutée (PIB. Il ne tient pas compte des investissements immatériels. Pourcentage du revenu national consacré à l'achat de capital fixe.
Taux d'ouverture : mesuré par la moyenne des exportations et des importations en % du PIB.
Taux de change : prix d'une monnaie exprimée en une autre.
Taux de couverture : rapport des exportations sur les importations x 100. S'il est égal à 100, les échanges sont équilibrés ; s'il est inférieur à 100, il y a déficit ; s'il est supérieur à 100, il y a excédent. Ce taux de couverture peut se calculer soit globalement, soit par produits, soit par pays.
Taux de croissance : indicateur exprimé en %, permettant de mesurer les variations d'une grandeur dans le temps = $(V_a - V_d / V_d) \times 100$
Taux de fécondité par âge : nombre annuel des naissances provenant de femmes d'un âge donné rapporté à l'effectif total des femmes du même âge.
Taux de marge : part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée ou pourcentage du profit dans la richesse créée par l'entreprise
Taux de mortalité : rapport entre le nombre de décès et la population moyenne de l'année.
Taux de natalité : rapport entre le nombre de naissances vivantes et la population moyenne de l'année
Taux de profit : selon K Marx (plus-value / capital constant + capital variable x 100. Dans le système capitaliste, Marx montre que le taux de profit a tendance à baisser du fait de la concurrence ce qui oblige les capitalistes à substituer du capital constant au capital variable (loi de la baisse tendancielle du taux de profit)
Taux d'exploitation : selon K Marx plus-value / capital variable x 100.
Taux naturel du chômage :
Taux partiel d'activité : part des actifs dans une population considérée (taux d'activité des personnes en âge de travailler, taux d'activité des femmes, taux d'activité des 25-54 ans.)
Taylorisme : organisation du travail élaborée par VV. Taylor, ingénieur américain (1856-1915) sous le nom de « <i>scientific management</i> » (Organisation scientifique du travail) fondée sur une double division du travail
Technocratie : système d'organisation politique et sociale dans lequel les techniciens (c'est-à-dire les « hauts fonctionnaires ») exercent une influence prépondérante sur l'ensemble de la société. Elle décide non en fonction des électeurs mais en fonction de ses intérêts propres.
Technologie : ensemble de techniques incluant une dimension dynamique de performances et de progrès.
Technostructure : notion définie par J K Galbraith pour désigner l'ensemble des managers, des cadres et des ingénieurs d'entreprises.
Termes de l'échange : rapport entre l'indice des prix des exportations et celui des importations dont l'analyse, sur longue période, permet de conclure à l'augmentation, ou non, du pouvoir d'achat des exportations. Une détérioration des termes de l'échange signifie qu'un pays devra exporter davantage de produits pour obtenir une même quantité de produits importés.
: Développement des activités de services (commerce transports, banque, assurance, conseil et assistance) dans les économies contemporaines, à tel point que l'on peut parler de l'émergence d'une société post - industrielle.
Théorème d'Helmut Schmidt : « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain qui font les emplois d'après demain »
Théorème H.O.S : les pays ont intérêt à se spécialiser dans les productions qui utilisent en plus grande proportion le facteur dont ils sont le mieux pourvus. Formulation synthétique de la théorie néoclassique du commerce international à laquelle ont contribué E. Hecksher (1889-1952), B. Ohlin (1899-1979, prix Nobel en 1977) et P. Samuelson (né en 1915, prix Nobel 1970).
Théorie classique de la valeur travail : La valeur d'un bien ou d'un service provient de la somme de travail qui a contribué à le produire David Ricardo écrivait que tous les coûts de production étaient en fait des coûts salariaux, payés directement ou accumulés sous la forme de capital (ainsi d'une machine, fabriquée grâce aux efforts des travailleurs. Pour Smith, la valeur est égale à la quantité de travail que cette marchandise peut acheter ou commander : « valeur travail -commandée. Pour Ricardo, la valeur est égale à la quantité de travail incorporé dans la marchandise «valeur travail incorporé.
Théorie classique des salaires : elle est connue sous le nom de théorie de la subsistance : les salaires

seraient fixés de manière à permettre la survivance des travailleurs mais ne pourrait guère s'éloigner de ce niveau. La loi d'airain des salaires exprime la pression de la population qui multiplie les bras et fait tomber les salaires au niveau juste suffisant pour assurer la subsistance des travailleurs.
Théorie de l'offre : théorie préconisant le retour au marché pour assurer l'allocation optimale des ressources rares. Elles stigmatisent les politiques publiques ou fiscales qui pénalisent l'offre au profit de la demande. Elles réhabilitent la loi de Say pour qui «l'offre crée sa propre demande».
Théorie de la croissance endogène : théorie explicative de la croissance développée dans les années 80, montrant le rôle des politiques publiques structurelles avec la création d'externalités positives (recherche et développement, infrastructures publiques, formation)
Théorie de la nouvelle économie publique L'idée est d'analyser les défaillances du législateur et de les corriger, car le marché n'est pas la seule source d'insuffisances. Les défaillances de la réglementation doivent être réduites au minimum afin d'aboutir à une allocation paretienne efficace de second rang. Cette dernière est l'affectation des ressources qui est la "meilleure possible" compte tenu de l'existence de diverses contraintes qui empêchent de parvenir à un optimum de Pareto. Ces défauts sont principalement : l'asymétrie d'information entre le régulateur et le réglementé ; l'intérêt personnel du régulateur ; son insuffisante crédibilité. La théorie des incitations et des contrats (par exemple du type assureur/assuré ou contrat de travail) permettent de remédier de ces défauts.
Théorie des anticipations rationnelles : théorie de la nouvelle école classique considérant que les agents économiques sont aujourd'hui capables d'anticiper de façon rationnelle les effets d'une politique économique keynésienne et de se comporter de telle sorte qu'ils les contrecarrent et les privent de toute efficacité.
Théorie des rendements décroissants : loi économique selon laquelle les gains de production entraînés par l'accroissement d'un facteur de production (tel que la terre, le travail ou le capital), finissent à partir d'un certain seuil par décroître. Les rendements décroissants sont également appelés «déséconomies d'échelle»
Théorie du cycle de vie : formulée par Modigliani décrit l'évolution de l'épargne des ménages en fonction de leur âge.
Théorie du marché politique : les politiciens agissent selon la loi de l'intérêt, qui consiste à être réélus, et pour cela sont dépensiers, car les avantages qu'ils feront obtenir à leurs électeurs sont concentrés et visibles tandis que le coût de l'impôt est dilué.
Théorie keynésienne : théorie qui considère que la demande est le facteur principal de la croissance. . l'importance de l'offre est donc déterminée par celle de la demande
Théorie néo-classique : courant de pensée actuellement dominant qui croît au retour automatique à l'équilibre en concurrence pure et parfaite et conçoit la société comme un ensemble d'individus libres et égaux et rationnels. Leur raisonnement est micro-économique.
Théorie quantitative de la monnaie : théorie selon laquelle il existe une relation causale entre la quantité de monnaie et le niveau des prix (défendue aujourd'hui par les monétaristes.).
Thésaurisation : conservation de moyens de paiement sous forme liquide (pièces, billets, compte en banque non rémunérés. Part de l'épargne qui n'est pas affectée à l'investissement ou aux placements financiers.
TIPP : taxe intérieur sur les produits pétroliers (impôt indirect sur l'essence et le fuel)
Totalitarisme : régime politique qui impose aux individus et à l'ensemble de la société la toute-puissance de l'Etat.
Toyotisme : Modèle d'organisation du travail et de la production mis en œuvre chez Toyota, sous l'impulsion de Taïchi Ohno avec deux innovations majeures : la réalisation du juste à temps et l'automatisation (contraction d'autonomie et automatisation) système permettant d'interrompre la production à tout moment afin d'éviter les défauts et d'anticiper les pannes graves.
Traitement économique du chômage : mesures ayant pour objectif de favoriser les créations d'emplois.
Traitement social du chômage : mesures ayant pour objectif de corriger les mécanismes d'exclusion en favorisant l'insertion dans la vie professionnelle.
Transfert de technologie : un transfert de technologie consiste à exporter des techniques de production d'un pays développé vers un pays qui l'est moins, de façon à lui faire bénéficier des avantages d'une technologie plus avancée
Transition démographique : processus par lequel une société donnée passe d'un équilibre démographique ancien (forte natalité et forte mortalité) à un nouvel équilibre démographique moderne (faible natalité et

faible mortalité. La transition démographique se caractérise par une forte augmentation de la population liée à cet accroissement naturel important qui résulte de la baisse plus précoce de la mortalité.
Travail à la chaîne : Le support du travail défile à un rythme régulier devant un travailleur qui accomplit une courte série de tâches élémentaires dans un ordre imposé.
Travail à temps partiel : Travail dont la durée hebdomadaire est inférieure à la durée légale (inférieure de 80 % à la durée légale dans la définition de l'INSEE. Peut être choisi ou subi.
Travail au noir : exercice d'une activité légale sans déclaration afin de ne payer ni cotisations sociales ni impôts.
Travail domestique : activités non rémunérées des membres d'un ménage consistant à créer des biens et des services destinés à leur utilisation. (Ménage, repassage, jardinage...)
Travail Intermittent : Discontinu, irrégulier. Par exemple, alternance de périodes de chômage et d'emplois précaires.
Travail posté : Travail en équipes alternantes utilisant successivement les mêmes équipements toute la journée (par exemple en 3 x 8, avec une équipe de nuit éventuellement par roulement) ou seulement une partie de la journée.
Travailleur découragé : Chômeur qui cesse de chercher un emploi parce qu'il a perdu l'espoir d'en trouver un. Il devient donc inactif dans les statistiques.
Triangle d'incompatibilité : un pays ou une zone monétaire ne peut avoir à la fois liberté des mouvements de capitaux, des changes fixes et une politique monétaire autonome. .
Trust : ensemble d'entreprises regroupées sous une direction unique et qui exerce une domination sur un secteur ou une partie de l'économie.
Turn-over : Rotation de la main d'œuvre, mouvement d'entrées et de sorties des salariés dans une entreprise qui se mesure par le rapport entre le nombre d'entrées et l'effectif total moyen au cours d'une année.
TVA : taxe sur la valeur ajoutée (impôt indirect sur la consommation.
Tyrannie de la majorité : concept utilisé par A deTocqueville pour décrire les problèmes de la démocratie. En effet les décisions étant prises à la majorité, les désirs d'une partie de la population ne sont pas pris en considération.
Union douanière : zone de libre-échange ayant mis en place un tarif extérieur commun à l'égard des pays tiers.
Union économique : union douanière assurant également la libre circulation des services, des hommes et des capitaux (Marché commun), dont l'objectif est d'arriver à l'harmonisation des politiques économiques nationales (le traité de Maastricht réalise le passage d'un espace sans frontières (Marché unique)à l'Union économique et monétaire.
Union économique et monétaire : accord entre les pays européens (sommet de Maastricht en décembre 1991) pour instaurer une monnaie unique en Europe avant 2002. les pays signataires abandonnent la politique monétaire à la banque centrale européenne (BCE) indépendantes des pouvoirs politiques.
Union européenne : nouveau nom de la communauté européenne depuis l'entrée en vigueur le 1 ^{er} novembre 1993 du traité de Maastricht.
Union monétaire : caractérisée par une fixation irrévocable des taux de change entre les participants et une politique monétaire commune.
Unité de consommation : le premier adulte d'un ménage correspond à une U.C, les suivants à 0.5 U.C les enfants de moins de 14 ans à 0.3. Ces pondérations renvoient notamment à l'idée de coûts fixes à l'intérieur d'un ménage.
Utilitarisme : doctrine philosophique et morale selon laquelle l'utile, du point de vue individuel, est le fondement de l'action et des comportements des individus qui ne cherchent que la satisfaction de leur intérêt personnel.
Utilité marginale : utilité de la dernière unité de bien considérée. Cette dernière est décroissante, car la satisfaction subjective du besoin ressenti diminue quand les quantités consommées augmentent.
Utilité : degré de satisfaction procuré par des achats elle détermine la courbe de demande qui est une fonction décroissante des prix
Valeur ajoutée : mesure de la richesse créée par une entreprise. Elle se calcule en soustrayant à la valeur de la production le montant des achats de biens et de services (consommations intermédiaires) qui sont

entrés dans le processus de production.
Valeur d'échange : prix auquel s'échange une marchandise contre une autre
Valeur d'usage : utilité d'un bien évalué soit de manière objective et générale (nombre de calories.) , Soit de manière subjective et donc variable d'un individu à l'autre.
Valeur- travail : selon Ricardo, la valeur d'échange des marchandises est proportionnelle à la quantité de travail directe et indirecte (il faut tenir compte du travail nécessaire à la production des biens intermédiaires des outils et des machines) nécessaire à leur production.
Valeurs : manières d'être ou d'agir qu'une société propose comme idéal à ses membres
Vieillesse démographique : modification de la structure par âge de la population liée à l'augmentation de la part des personnes âgées de 65 ans et plus
Village planétaire : formule forgée par M McLuhan en 1962 pour décrire la possibilité de transmettre des informations aux quatre coins de la planète grâce au câble au satellite, à Internet.
Vitesse de circulation de la monnaie : nombre moyen de transactions effectuées grâce à une même unité monétaire au cours d'une période donnée.
Voice : V exit.
Volatilité : variabilité à très court terme des taux d'intérêts ou de change, ou des cours des valeurs boursières.
Volume : mesure une grandeur économique en volume, c'est mesurer sa valeur à prix constants, c'est-à-dire sa valeur si les prix n'avaient pas changé depuis une certaine période.
Vulnérabilité (des actifs face au chômage) : Probabilité qu'ont les actifs occupés de perdre leur emploi.
Welfare state : Etat de bien être .Désigne la responsabilité de l'Etat en matière de progrès social . cet Etat est apparu en 1942 avec le rapport Beveridge qui organise le système britannique de sécurité sociale
Workfare : contraction de Work (travail) et de Welfare State (Etat-providence).Ce courant est né aux Etats-unis de la volonté de conditionner l'aide sociale . pour mettre les pauvres au travail plutôt que de les enfermer dans l'assistanat
Zollverein : union douanière réalisée entre les principaux Etats allemands en 1834 à l'instigation de la Prusse et qui fut à l'origine du décollage de l'économie allemande. (elle institue le libre-échange entre les pays membres et instaure un tarif extérieur commun protecteur ainsi que le souhaitait l'économiste Friedrich List
Zone de libre échange : absence de droits de douane à l'intérieur d'une zone. Mais chaque pays reste maître de sa politique douanière à l'égard des non-membres.
Zone franche : enclaves géographiques où les contraintes administratives sont supprimées ou atténuées (exemption totale ou partielle de l'impôt sur les sociétés, suppression des droits de douane...).